



Nations Unies

Commission économique pour l'Afrique  
Bureau pour l'Afrique du Nord

# **La sécurité alimentaire en Afrique du Nord**

Analyse de situation et réactions des Etats face à  
l'instabilité des marchés agricoles





Nations Unies

Commission économique pour l'Afrique  
Bureau pour l'Afrique du Nord

CEA-AN/PUB/SA/13/1

# **La sécurité alimentaire en Afrique du Nord**

Analyse de situation et réactions des Etats face à  
l'instabilité des marchés agricoles

# La sécurité alimentaire en Afrique du Nord

## Analyse de situation et réactions des Etats face à l'instabilité des marchés agricoles

Publiée par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des  
Nations Unies pour l'Afrique (CEA-AN)  
Avenue Attine - Secteur 3-A5  
B.P. 2062 Rabat Ryad  
Hay Ryad, Rabat  
Maroc

Site internet : [www.uneca.org/sro-na](http://www.uneca.org/sro-na)

Cette publication a été présentée à la 27<sup>ème</sup> réunion du CIE d'experts organisée à Rabat, Maroc, du 6 au 9 mars 2012. Elle a été enrichie par les commentaires et les suggestions des experts ainsi que par leurs présentations le contenu de leurs débats durant la réunion.

La publication a été coordonnée sous la direction de Mme Karima Bounemra Ben Soltane, Directrice du Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, par Mme Marieme Bekaye, Economiste chargée du développement durable.

© CEA-AN, 2012  
Rabat, Maroc  
Tous droits réservés  
Premier tirage 2012

*Toute partie de la présente publication peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemple de la publication.*

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Préface</b> .....	1
<b>Introduction</b> .....	5
Objectif du rapport .....	5
Approche méthodologique .....	5
<b>I. Contexte international : Une tendance marquée par une tension persistante sur les prix alimentaires</b> .....	7
<b>II. La sécurité alimentaire en Afrique du Nord</b> .....	13
II.1 Vue d'ensemble du secteur agricole et principales contraintes .....	13
II.2 Une production céréalière structurellement déficitaire et une dépendance croissante à l'égard des importations alimentaires.....	18
II.3 Des perspectives critiques à intégrer.....	21
<b>III. Incidences économiques et sociales de la hausse des prix des produits de base</b> .....	25
<b>IV. Panorama des principales mesures de politiques</b> .....	29
IV.1 Mesures d'urgence pour atténuer les effets de la hausse des prix et relancer la production.....	30
IV.2 Mesures stratégiques pour accroître la production agricole à moyen et long terme.....	33
IV.3 Mesures stratégiques de long terme.....	35
IV.4 Coopération régionale .....	41
<b>V. Conclusion : synthèse et messages clés</b> .....	43
V.1 synthèse.....	43
V.2 Messages clés et pistes de réflexion.....	45
<b>Références bibliographiques</b> .....	48

## TABLEAUX

Tableau 1:	Evolution du PIB agricole.....	16
Tableau 2 :	Emploi agricole .....	17
Tableau 3:	Part des exportations alimentaires .....	18
Tableau 4:	Revenus tirés des exportations alimentaires .....	18
Tableau 5:	Evolution de la production céréalière nette par pays .....	19
Tableau 6 :	Evolution des importations alimentaires .....	25
Tableau 7:	Evolution de la balance commerciale agricole .....	26
Tableau 8 :	Evolution de l'inflation des prix alimentaires .....	27
Tableau 9 :	Programmes de protection sociale existants dans les pays.....	30
Tableau 10:	Total des subventions alimentaires publics.....	30
Tableau11:	Récapitulatif des mesures d'appui aux producteurs.....	35

## ACRONYMES

AGR	Activité Génératrice de Revenus
BM	Banque Mondiale
CIHEAM	Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes
CMAF	Centre Mauritanien d'analyse des politiques
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPEMED	Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen
MAED	Ministère des Affaires Economiques et du Développement
OADA	Organisation Arabe pour le Développement de l'Agriculture
OCDE	Organisation
PIB	Produit Intérieur Brut
USDA	United States Department of Agriculture

## PRÉFACE

L'agriculture constitue l'un des piliers fondamentaux des économies des pays de l'Afrique du Nord et revêt une dimension sociale importante (alimentation, emplois, revenus). Son rôle dans le développement des territoires et la lutte contre la pauvreté, notamment rurale, est fondamental.

Toutefois, la région fait face à un déficit céréalier structurel et dépend très fortement pour son approvisionnement des marchés internationaux. Elle concentre ainsi 16 à 17% des importations mondiales de blé (céréale stratégique pour la région) dont 13 à 15% sont le fait de trois pays seulement (Algérie, Egypte et Maroc).

Entre 1990 et 2010, le volume des importations agricoles a triplé pour quatre pays de l'Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Maroc et Tunisie), affectant ainsi considérablement les budgets publics. En 2010, la part des produits agricoles représentait 18% des importations totales de l'Algérie, 23% de l'Egypte, 14% du Maroc et 11% de la Tunisie. En 2011, ces tendances se sont poursuivies. L'Algérie a par exemple dépensé 2,8 milliards de dollar pour l'achat de son blé, soit une hausse de 125% par rapport à 2010.

Même si des efforts importants sont entrepris pour améliorer la production et la compétitivité du secteur agricole, dans tous les pays, la production céréalière nationale demeure insuffisante pour répondre aux besoins croissants de la population. La productivité du secteur reste limitée par de nombreuses contraintes et les importations de produits agricoles continueront de jouer un rôle clé dans la sécurité alimentaire.

Le marché mondial des produits alimentaires a été fortement perturbé au cours de la période 2007-2011 du fait des déséquilibres entre l'offre et la demande. Parmi les facteurs en cause, il y a les modifications du système climatique, à l'origine de la multiplication des phénomènes extrêmes (sécheresses et inondations) observés dans certains pays exportateurs de céréales. Selon plusieurs études récentes, les impacts du changement climatique pourraient s'accroître dans les décennies à venir avec un effet global négatif sur la production agricole.

L'incertitude qui pèse sur les marchés mondiaux de produits agricoles représente une menace constante pour l'approvisionnement des marchés nationaux et la sécurité alimentaire des populations de la région. L'Afrique du Nord est particulièrement vulnérable aux fluctuations du marché mondial des céréales. Cette dépendance devrait progresser au cours des prochaines années (du fait principalement de la croissance démographique et du déficit de la productivité) et tous les pays resteraient, à des degrés divers, des importateurs nets de céréales jusqu'en 2030 (FAO).

La hausse des prix des denrées alimentaires a eu des répercussions économiques (hausse des factures d'importations alimentaires, inflation des prix alimentaires, fortes subventions, pertes fiscales) et sociales (pauvreté, malnutrition) très importantes dans tous les pays. Les déficits de la balance commerciale agricole se sont creusés. Les pays qui font déjà face à des contraintes budgétaires ont du mal à allouer les investissements nécessaires à l'accroissement de la production et de la productivité agricoles, dans un environnement où les ressources en terres arables et en eau sont limitées pour la plupart des pays de la région. Cette situation affecte également le niveau des dépenses sociales pour l'éducation ou la santé.

Le commerce régional entre les pays reste très peu développé alors qu'une coopération renforcée leur permettrait de sécuriser leurs approvisionnements et de bénéficier des complémentarités de leurs agricultures et de leurs industries. Mais si les déclarations politiques sur le renforcement de la coopération et de l'intégration régionale sont claires, les mesures concrètes tardent à être au rendez-vous. Un accord de convention, visant l'instauration d'une zone de libre-échange des produits agricoles entre les pays de l'UMA, a été signé en juin 2010 à Tripoli (Libye). Des discussions sont en cours pour son opérationnalisation.

Dans un tel contexte, les pays d'Afrique du Nord devraient privilégier une approche globale et plurielle de la sécurité alimentaire qui s'inscrit dans une optique de développement socio économique inclusif. Une telle approche intégrera les objectifs de développement agricole, de lutte contre la pauvreté et notamment de création d'emplois en milieu rural, la prise en compte des externalités environnementales (gestion durable des ressources hydrauliques et des sols), l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophes.

Le rapport sur la sécurité alimentaire en Afrique du Nord : « Analyse de situation et réactions des Etats face à l'instabilité des marchés agricoles » vise une meilleure compréhension des incidences de la hausse des prix des produits de base et des mesures de politiques mises en œuvre par les pays pour y faire face à court terme mais aussi sur le plus long terme. Il constitue une première étape d'un processus dont le but est d'assurer un suivi périodique des politiques agricoles et de sécurité alimentaire mises en œuvre dans les pays de la région.

Les enseignements tirés de cette analyse fournissent des orientations stratégiques aux Etats membres pour développer une politique intégrée de sécurité alimentaire qui contribue aux objectifs de lutte contre la pauvreté et de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles. L'accent sera mis notamment sur :



- Des programmes d'investissements soutenus, particulièrement dans l'agriculture vivrière, pour en améliorer la productivité;
- Un renforcement des capacités des petits exploitants et des organisations professionnelles agricoles, en matière de développement agricole, de gestion des risques, d'adoption de technologies améliorées et d'accès aux marchés;
- La conception de systèmes bien structurés de protection sociale avec des mesures ciblées en faveur des pauvres et des groupes vulnérables ;
- Des politiques commerciales agricoles qui soutiennent les objectifs nationaux de sécurité alimentaire et favorisent un approvisionnement alimentaire stable ;
- La mise en place de conditions favorables à l'investissement privé dans l'agriculture et l'agro-industrie ;
- Le développement de la recherche agricole et l'innovation technologiques pour accroître la productivité et la conservation des ressources naturelles ;
- Des instruments de gestion des risques en vue de renforcer la résilience aux chocs et aux catastrophes naturelles ;
- La mise en place de systèmes d'information complets, partagés et intégrés qui prennent en compte les dimensions humaine et écologique.

Enfin, dans un contexte de mondialisation des économies et des échanges, l'intégration régionale pourrait apporter des réponses à certains des défis de la sécurité alimentaire, en tirant partie des complémentarités et des opportunités régionales. Elle faciliterait ainsi les investissements, le développement des échanges agricoles et la mutualisation des ressources et de l'expertise. L'intégration régionale renforcerait en outre le rôle et les capacités des pays dans la conduite des négociations internationales. Une telle démarche impliquera notamment de procéder à l'harmonisation des instruments de politiques agricoles, commerciales et des outils de régulation, de renforcer les infrastructures de transport et de lancer et mettre en œuvre des initiatives régionales dans certains domaines.

Karima Bounemra Ben Soltane

Directrice, Bureau CEA-AN



# INTRODUCTION

## Objectif du rapport

La réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) de 2011 avait recommandé au Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) de procéder à un suivi des politiques, réformes et programmes majeurs mis en œuvre par les pays pour faire face à la volatilité des prix et renforcer la sécurité alimentaire.

A cet effet, le Bureau pour l'Afrique du Nord de la CEA a préparé un rapport sur la sécurité alimentaire en Afrique du Nord : « Analyse de situation et réactions des Etats face à l'instabilité des marchés agricoles ». Ce rapport vise une meilleure compréhension des incidences de la hausse des prix des produits de base et des mesures de politiques mises en œuvre par les pays pour y faire face à court terme mais aussi sur le plus long terme, dans le cadre d'une politique intégrée de sécurité alimentaire qui contribue aux objectifs de lutte contre la pauvreté et de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles.

Les enseignements tirés de cette analyse devraient conduire à orienter les politiques à travers des messages clés aux Etats membres pour leur permettre de limiter leur vulnérabilité face au marché international et accroître leur production et leur productivité agricoles.

5

## Approche méthodologique

Le présent rapport a été rédigé sur la base des données recueillies auprès des Etats membres grâce à un questionnaire envoyé en août 2011 aux institutions concernées par les questions de sécurité alimentaire. Seuls quatre pays sur sept ont répondu au questionnaire. Il s'agit de l'Algérie, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie.

L'analyse des questionnaires a donné des résultats limités du fait que les données requises n'ont pas été entièrement renseignées par certains pays. Cette situation a également rendu difficile la comparaison entre pays.

Un travail supplémentaire de recherche a donc été nécessaire pour compléter en partie les données statistiques manquantes, et s'informer sur les politiques en cours. Ce travail s'est heurté à la divergence des chiffres selon les sources (nationales, FAO, USDA). L'analyse a donc privilégié les sources de données

nationales et utilisé les sources des institutions internationales spécialisées (FAO, BM) pour compléter des informations manquantes et fournir un ordre de grandeur ou une tendance qui puissent renforcer l'analyse.

Il est à noter que ce rapport constitue une première étape d'un processus qui vise à assurer un suivi périodique des politiques agricoles et de sécurité alimentaire mises en œuvre dans les pays de la région. L'approche méthodologique à adopter (indicateurs clés, sources de données, accès aux documents pertinents) devrait être discutée avec les Etats membres, afin de surmonter le problème de l'accès aux données et informations fiables.

# I. CONTEXTE INTERNATIONAL

## UNE TENDANCE MARQUÉE PAR UNE TENSION PERSISTANTE SUR LES PRIX ALIMENTAIRES



Depuis la crise alimentaire de 2007/2008, et après une légère accalmie en 2009, les prix mondiaux des denrées alimentaires et notamment des matières premières agricoles ont connu une nouvelle hausse en 2010/2011. Celle-ci a principalement concerné les cé-

réales (sauf le riz), les oléagineux et le sucre. En décembre 2010, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires a surpassé le sommet atteint en 2008 pour atteindre un nouveau pic en février 2011, avec une augmentation du prix mondial du blé de près de 70% par rapport à février 2010 et

du prix du maïs de 90% durant la même période. Même si le reste de l'année 2011 a connu une chute, les prix sont néanmoins demeurés généralement plus élevés qu'en 2010. La volatilité des prix semble ainsi durablement s'installer sur les marchés internationaux des denrées alimentaires avec un fond de tendance haussière.

Cette situation constitue une lourde menace pour la sécurité alimentaire des populations. Le nombre de personnes souffrant de la faim est passé de 850 millions en 2006 (avant la flambée des prix) à plus d'un milliard en 2009, soit un sixième de la population mondiale (FAO). En 2010, ce chiffre a baissé pour atteindre 925 millions de personnes dont 98% proviennent des pays en développement, notamment de l'Afrique sub-saharienne dont 30% de la population souffre de la faim. La Banque Mondiale estime, elle, que 44 millions de

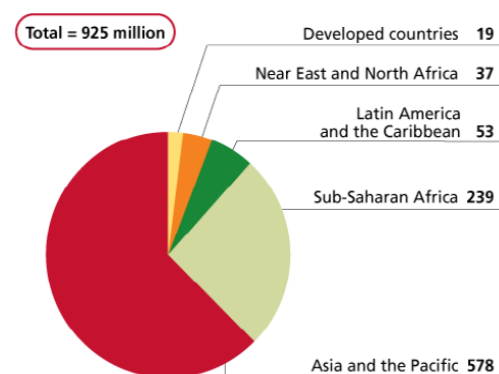


Figure 1: Population souffrant de la faim en 2010 par région.

personnes sont passées en dessous du seuil de pauvreté au deuxième semestre 2010 du fait de l'augmentation des prix des denrées alimentaires.

De multiples facteurs ont contribué directement ou indirectement à l'instabilité du marché mondial des produits alimentaires dont : l'essoufflement de la production et des stocks mondiaux qui demeurent historiquement faibles, face à une augmentation régulière de la demande alimentaire mondiale<sup>1</sup>, l'insuffisance des investissements dans le secteur malgré une tendance récente à la hausse<sup>2</sup>, les effets du changement climatique (à l'origine des mauvaises récoltes en 2010 dans plusieurs pays exportateurs de céréales comme la Russie, le Canada, l'Australie, l'Argentine), la demande croissante en biocarburants (Plus de 10% de la récolte mondiale de maïs est utilisée pour produire des biocarburants), le renchérissement du prix du pétrole et, les effets persistants de la crise économique et financière. A ces déterminants s'ajoutent les mesures gouvernementales prises par les plus importants pays exportateurs-consommateurs pour restreindre leurs exportations de céréales et protéger leur marché intérieur. En outre, bien que ne faisant pas l'unanimité, les pratiques spéculatives sur les marchés agricoles sont citées par certains experts comme un élément ayant contribué à amplifier la volatilité du marché. A ce sujet, le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, avait précisé dans une note d'information (septembre 2010): «une part significative de la hausse des prix s'explique par l'émergence d'une bulle spéculative».

8

Les perspectives de marché demeurent incertaines et imprévisibles. Les différentes études réalisées depuis 2008 par l'OCDE, la FAO et la BM concluent à une tendance à l'augmentation des prix pour les dix prochaines années ; ce qui reflète une tension persistante entre l'offre et la demande. Depuis une dizaine d'années, on observe un net ralentissement de la progression des rendements et une baisse drastique du financement public de l'agriculture. Le rapport sur le développement de la Banque mondiale consacré à l'agriculture (2008) indique que l'aide publique au développement consacrée à l'agriculture est tombée de 20 % durant les années 1980 à 4 % au début des années 2000 et à 3% en 2007.

Selon la Banque mondiale, l'intensité des fluctuations (autour de leur cours moyen) des prix internationaux des céréales a doublé durant la période 2005-2010 par rapport à la période 1990-2005 et les récentes hausses (2010/2011) ont touché un éventail plus large de produits agricoles qu'en 2008. Le rapport conjoint OCDE-FAO sur les perspectives agricoles (2011) estime que les cours moyens du blé et des céréales secondaires sur les dix prochaines années (2011-2020) pourraient

*1 L'augmentation de la population mondiale nécessitera une hausse de 70 % de la production alimentaire d'ici 2050-*

*Source : FAO- Comment nourrir le monde en 2050- 2009.*

*2 Sur la période 2003-2008, l'aide bilatérale à l'agriculture a augmenté à un taux annuel de 13 % en termes réels. OCDE- Measuring Aid to agriculture.*

être de 20 % supérieurs, en termes réels (corrigés de l'inflation), à leur moyenne de la décennie précédente. Il souligne que la production agricole mondiale devrait accuser une croissance plus lente s'établissant à 1,7% par an en moyenne contre 2,6% au cours de la décennie antérieure. Ce ralentissement devrait toucher la plupart des cultures notamment les oléagineux et les céréales secondaires qui font face à des coûts de production élevés et à un ralentissement de l'accroissement de la productivité.

Les experts s'accordent pour dire que d'ici 2050 la demande mondiale de denrées alimentaires devrait faire un bond énorme, de l'ordre de 70 % à 100 %, sous l'effet conjugué de la croissance démographique et d'une demande accrue de protéines d'origine animale, résultant de l'augmentation des revenus dans les pays émergents et dans les pays en développement. La production de biocarburants viendra renforcer cette progression de la demande. Cette situation où l'offre de production pourrait ne pas satisfaire une demande croissante devrait maintenir les prix internationaux sous tension.

Les nombreuses incertitudes liées aux conditions climatiques, à l'environnement macroéconomique et financier, au prix de l'énergie, aux décisions d'investissements et aux options politiques, rendent difficiles les projections sur l'évolution des marchés internationaux et des prix agricoles. Une nouvelle étude de la FAO<sup>3</sup> vient notamment renforcer les analyses existantes sur l'impact majeur du changement climatique sur les disponibilités en eau pour l'agriculture et sur la productivité des cultures au cours des prochaines décennies.

Dans ce contexte, la communauté internationale redouble d'efforts pour relancer l'agriculture et faire de la sécurité alimentaire une nouvelle priorité, après deux décennies de sous investissements. En 2008, l'aide à l'agriculture avait représenté 7 milliards de dollars soit 6 % du total de l'APD. Ainsi, de nombreuses initiatives ont été lancées après la crise alimentaire de 2008. Il s'agit notamment de l'initiative de l'Aquila sur la sécurité alimentaire (juillet 2009)<sup>4</sup>, la déclaration du Sommet mondial de l'alimentation de 2009, la réforme du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA) mise en œuvre en 2009 et 2010, le Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire de la Banque Mondiale (créé en 2010), le cadre global d'action adopté par l'équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise alimentaire mondiale, le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), la résolution de l'Union Africaine<sup>5</sup> pour renforcer l'in-

<sup>3</sup> FAO- *Climate change, water and food security*- June 2011.

<sup>4</sup> L'Initiative de L'Aquila annonce une mobilisation collective de plus de 20 milliards de dollars sur une période de trois ans pour renforcer la production et la sécurité alimentaire mondiale.

<sup>5</sup> La session annuelle des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique tenue sous l'égide de l'UA et de la CEA (Malawi- mars 2010) a adopté la résolution L-11 intitulée « Réaliser la sécurité alimentaire en



vestissement dans l'agriculture comme le prévoit le Programme Détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) adopté lors du Sommet de l'Union Africaine (Maputo, 2003), l'Initiative pour la sécurité alimentaire de l'Organisation Arabe pour le Développement Agricole (OADA) et la stratégie maghrébine de l'agriculture 2030 de l'UMA.

Toutes ces initiatives insistent sur l'instauration d'une approche commune et globale qui encourage la coordination stratégique et la cohérence des efforts aux niveaux mondial, régional et national ainsi que l'accroissement des investissements dans l'agriculture et la sécurité alimentaire. Pour l'heure la relance de l'APD bien qu'effective demeure lente et difficile à chiffrer.

En 2011, et conformément aux engagements pris par le G20 au Sommet de Séoul (2010), les ministres de l'agriculture du G20 se sont réunis (juin 2011) et ont adopté un plan d'action pour lutter contre l'instabilité des prix et promouvoir une agriculture mondiale durable. Plusieurs études, notamment un rapport inter institutions<sup>6</sup> intitulé : « volatilité des prix alimentaires et marchés agricoles : réponses politiques », coordonné par l'OCDE et la FAO, ont alimenté les travaux de cette réunion du G20 qui s'est accordée sur la nécessité de promouvoir :

- L'accroissement de la production agricole mondiale et la concrétisation des engagements financiers pris dans le cadre de l'initiative de l'Aquila ;
- La mise en place dès 2012 d'un système d'informations sur les marchés agricoles (AMIS), logé au niveau de la FAO et qui permettrait de partager les informations sur les marchés (production, consommation, niveau des stocks de matières premières agricoles) et de réagir rapidement en cas de crise ;
- la création d'un « forum de réaction rapide » qui permettrait une meilleure coordination des politiques de marché ;
- l'élaboration d'un projet pilote pour la mise en place de réserves alimentaires humanitaires d'urgence dans les pays en développement.

Les mesures proposées ont été jugées encourageantes mais des insuffisances ont été notées quant aux questions liées à la création de réserves alimentaires humanitaires d'urgence, aux biocarburants et à la régulation financière des marchés agricoles.

---

*Afrique d'ici cinq ans-*

*6 La FAO et l'OCDE ont coordonné la préparation d'un rapport conjoint avec la Banque mondiale, la CNUCED, le FIDA, le FMI, le PAM, et l'OMC dans le but de proposer au G20 des options politiques.*



Selon l'ex-directeur général de la Fao, « ...Des politiques cohérentes s'imposent afin de réduire la volatilité et d'en limiter les retombées négatives. La principale solution au problème sera d'accroître l'investissement dans l'agriculture et de favoriser le développement rural dans les pays en développement,.... ». (Diouf J., 2011).

Plus récemment en janvier 2012, le Sommet international des Ministres de l'agriculture axé sur le thème « Assurer la sécurité alimentaire via la croissance durable : l'exploitation par l'agriculture de ressources limitées » a rappelé que l'agriculture constitue un secteur clé « décisif » de « l'économie verte » pour lutter contre la pauvreté. Les ministres ont demandé la prise en compte du rôle de l'agriculture dans les résolutions de la conférence de Rio+20 et se sont engagés à renouveler leurs efforts en vue d'éliminer la faim et la malnutrition. Ils ont souligné qu'il était impératif de permettre aux petits agriculteurs d'investir et de « disposer d'un accès sûr à la terre et à l'eau ». L'importance du rôle de la femme dans le secteur agricole a également été établie. Enfin, l'accent a été mis sur la protection du climat et l'utilisation rationnelle des ressources limitées, et il a été demandé à la FAO d'élaborer des concepts afin de réduire la perte et le gaspillage de nourriture.



## II. LA SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DU NORD

Dans un contexte mondial marqué par les incertitudes liées à l'évolution du changement climatique, de la crise économique et financière, de la volatilité des prix agricoles et énergétiques, la capacité des pays à assurer leur sécurité alimentaire constitue plus que par le passé un enjeu stratégique prioritaire pour la région. En 2008 déjà, les « émeutes de la faim », illustraient la colère des populations contre la flambée des prix des denrées alimentaires. En 2011, c'est pratiquement toute la région qui est touchée par une succession de crises politiques et de mouvements sociaux de protestation, face notamment au niveau élevé persistant des prix alimentaires, du faible pouvoir d'achat des ménages et du chômage accru des jeunes. Le conflit armé qui a touché la Libye a entraîné des déplacements massifs de population, tant à l'intérieur du pays que vers l'extérieur, avec des incidences graves sur la sécurité alimentaire de la sous-région.

La crise alimentaire de 2008 a révélé la vulnérabilité et les limites des politiques agricoles privilégiant le secteur moderne au dépend des petits exploitants.

Fortement dépendants des importations de produits alimentaires de base, en particulier les céréales, les pays font face à une hausse vertigineuse de leur facture d'importation alimentaire qui creuse davantage le déséquilibre de la balance commerciale agricole et agroalimentaire. Les prix à la consommation n'ont pu être partiellement stabilisés que grâce à des ponctions importantes sur les budgets publics.

13

L'amélioration de la production agricole et l'accessibilité à l'alimentation (politiques commerciales, accroissement des revenus) constituent des questions centrales des politiques publiques dans les pays d'Afrique du Nord. L'atténuation du risque climatique sur les ressources productives (eau et terres) déjà rares devra être au cœur des politiques de sécurité alimentaire.

Aussi, de nouvelles approches intégrées et des instruments de politiques adaptés devront être développés pour faire face aux défis de la productivité agricole, la sécurisation de l'approvisionnement sur les marchés, la lutte contre la pauvreté et l'adaptation au changement climatique.

### II.1 Vue d'ensemble du secteur agricole et principales contraintes

L'agriculture constitue l'un des piliers fondamentaux des économies de l'Afrique du Nord et revêt une dimension sociale considérable. Outre sa contribution au PIB et au commerce extérieur, le secteur occupe en moyenne 30% de la population active totale et constitue la principale source de revenus et d'emplois pour 75 à 80 % de la population rurale. Il joue également un rôle important dans le développement territorial et dans la sécurité alimentaire des populations.

Toutefois, malgré des investissements importants réalisés pour développer l'irrigation, l'agriculture est restée essentiellement pluviale et peu compétitive. La part des terres irriguées par rapport au total des terres cultivées varie entre 7 et 18%, sauf en Egypte où près de 95% des terres cultivées sont irriguées par le Nil (OADA, 2007) ainsi qu'en Lybie où 50% de la production céréalière est issue de l'agriculture irriguée. En Mauritanie, elle est faible (10.61% des terres cultivables).

Les modèles agricoles qui ont privilégié le développement de l'agriculture extensive n'ont pas tenu compte des contraintes écologiques et ont entraîné un déclin du potentiel productif des écosystèmes cultivés, avec des rendements qui sont restés faibles et plafonnés. La céréaliculture occupe environ 70- 80% de la Surface Agricole Utile dans les pays et est pratiquée par la majorité des exploitants agricoles (plus de 60%). Les rendements céréaliers se situent actuellement à la moitié de la moyenne des rendements mondiaux, et cet écart ne cesse de croître. En Tunisie, ils sont en moyenne de l'ordre de 3,5 T/ha pour l'irrigué et 1t/ha en pluvial. Au Maroc, ils sont estimés à 2,5t/ha pour l'irrigué et 1,7 en pluvial (Bour favorable). En Mauritanie, ces rendements sont de l'ordre de 4,6t/ha pour l'irrigué et 0,8t/ha pour le pluvial. Seule l'Egypte connaît des rendements de 7-8T/ha comparables à ceux enregistrés dans les pays « développés ». Ce manque de productivité s'explique en grande partie par l'insuffisance des investissements notamment dans la recherche agricole, qui ne dépassent pas en moyenne 0,6% du PIB agricole (sauf en Lybie où ils constituent 1,6% du PIB agricole et au Maroc, 0,9%). De façon générale, les dispositifs d'innovation, de formation et d'encadrement demeurent très faibles.

La libéralisation du secteur conduite dans le cadre des Programmes d'ajustement structurel, même si elle n'a été que partiellement mise en œuvre (la régulation publique est restée importante pour des filières stratégiques comme le blé, le riz et le lait qui continuent de bénéficier de subventions et de différents mécanismes de soutien : contrôle des prix intérieurs, droits de douanes...), n'a pas abouti aux résultats escomptés. Ainsi, la réduction des ressources financières publiques allouées au secteur, la privatisation accélérée des organismes d'intervention et l'ouverture sur les marchés extérieurs s'est faite au dépend des petites agricultures familiales dont plus de 60% ont moins de 5 ha. Celles-ci dominent à 80% la production agricole mais leur productivité est restée faible en l'absence d'encadrement et d'appuis adaptés. Elles coexistent avec de grandes exploitations modernes, plus compétitives, insérées aux marchés de consommation et mieux organisées. Ces grandes exploitations sont en situation particulièrement privilégiée pour l'accès à la terre (souvent d'une plus grande

fertilité), à l'eau, au crédit, aux moyens de production et aux aides de l'Etat. De plus, elles ont bénéficié très largement de la politique de soutien des prix et du régime fiscal privilégié de l'agriculture.

Le régime foncier caractérisé par la complexité et la pluralité des statuts fonciers, un morcellement important et, un accès limité aux titres fonciers était jusque-là inadapté aux impératifs de modernisation et de rentabilité. Il a pendant longtemps constitué une entrave à l'investissement privé et limité le recours au crédit, les tentatives de réformes n'ayant eu qu'un succès limité. Aujourd'hui, dans le sillage des nouvelles réformes du secteur induites par la crise de 2008, un cadre légal a été instauré dans plusieurs pays pour accompagner le développement d'exploitations individuelles de type entrepreneurial. Ainsi l'Algérie a adopté une loi qui ouvre le droit à la concession (40 ans) aux détenteurs de capitaux privés nationaux, jusque-là exclus de l'accès aux terres agricoles. La Tunisie avait quant à elle déjà ouvert la voie à cette expérience en concédant (pour 40 ans) à des sociétés de droit privé des terres du domaine privé de l'Etat, autorisant ainsi la constitution de grandes entreprises agricoles modernes. Au Maroc, l'un des fondements du partenariat public –privé défini par le Plan Vert, repose sur l'accès privilégié au foncier des investisseurs privés dans le cadre de Partenariat Public Privé.

La multiplicité des risques auxquels est confronté le secteur agricole (climatiques, phytosanitaires, environnementaux et d'exploitation) n'a pas non plus favorisé les investissements privés et a conduit à un lourd endettement des petits agriculteurs. Le secteur des assurances agricoles est encore très peu développé dans les pays de la région. L'Algérie a mis en place une assurance sécheresse orientée vers les cultures stratégiques comme les céréales. Le Maroc a lancé en 2011 une étude stratégique sur «la gestion des risques et la mise en place d'un système d'assurances agricoles dans le cadre du Plan Maroc Vert (PMV), cette étude a conclu que le risque agricole représentait actuellement 26% de la production globale et serait concentré à raison de 50% dans la filière céréalière et 30% dans la filière des fruits et légumes. La gestion des risques est donc perçue comme un levier clé qui pourrait sécuriser plus de 12 milliards de Dirhams.

L'agro-industrie demeure insuffisamment développée au regard des bénéfices potentiels sur la croissance et l'emploi. Au Maroc, elle contribue pour 5% au PIB et offre 60.000 emplois.

Le commerce régional entre les pays reste très peu développé en dépit des différentes discussions entre les pays du Maghreb sur l'importance de la coopération et du développement des échanges.

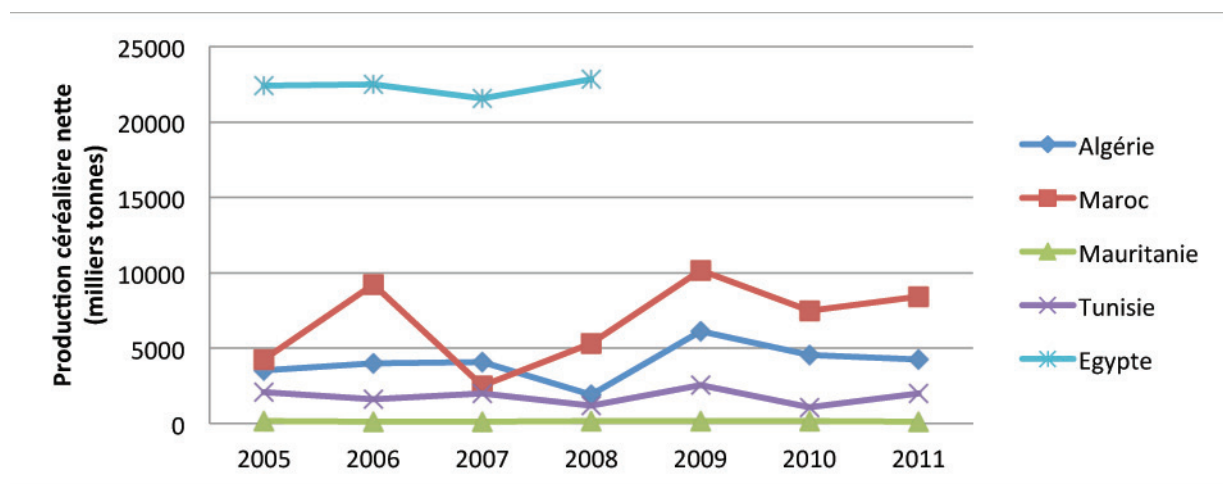
## Place de l'agriculture dans le PIB

Les performances du secteur agricole influent directement sur la croissance économique nationale mais à des degrés divers selon les pays, en fonction de leur vocation agricole et leur niveau de diversification économique. Etroitement liée aux conditions pluviométriques, la contribution du secteur au PIB global n'a pas enregistré de croissance significative sur la période 2005-2011. Elle s'établit en moyenne à 13% au Maroc ,11% en Tunisie, 7% en Algérie et 3,5 % en Mauritanie (Sources nationales). Elle serait en moyenne de 30% au Soudan, 13% en Egypte et de 2 % en Libye sur la période 2006-2008 (World Development Indicator, 2011).

**Tableau 1:** Evolution du PIB agricole (% PIB global, prix du marché)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	(P)2011
Maroc	13,2	15,2	12,5	13,1	14	13	-
Mauritanie	4,3	2,8	3,2	3,8	4,2	4	-
Algérie	7,7	7,5	7,6	6,6	9,3	8,4	7,8
Tunisie	11,8	12	11,4	10,6	11,1	10,1	10,6

16



## *Contribution du secteur à l'emploi dans quelques pays*

Le secteur de l'agriculture est le principal gisement d'emplois du monde rural. Il représente 43 % de l'emploi en milieu rural et semi-rural en Tunisie et 80% de l'emploi rural au Maroc. Ces emplois souffrent cependant du caractère saisonnier de l'agriculture.

Les pays de la région ont enregistré au cours des dernières décennies un processus accéléré d'exode rural et agricole, sans pour autant que la population des campagnes ne diminue en valeur absolue (car le taux de croissance naturelle est supérieur à l'exode rural). Le taux d'urbanisation est aujourd'hui supérieur à 55 % dans la plupart des pays (Algérie, Maroc, Mauritanie et Tunisie).

L'analyse des données pays disponibles relatives à l'emploi agricole montre une tendance générale à la baisse pour le Maroc et l'Algérie. Le secteur emploierait environ 16% de la population active en Tunisie (2006, statistiques nationales), 28% en Egypte et 6% en Lybie.

La hausse des prix des produits agricoles ne semble pas avoir encouragé l'entrée de nouveaux investisseurs et donc la création d'emplois durables.

**Tableau 2 :** Emploi agricole (% de la population active totale)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Maroc	42,7	41,4	39,8	38,4	38,1	-
Mauritanie	-	-	-	10,50	-	-
Algérie	14,5	15,9	11,7	12,1	11,8	10,5
Tunisie	-	16	-	-	-	-

## *Contribution aux exportations alimentaires*

Les exportations de produits alimentaires ont connu une baisse au Maroc et en Tunisie au cours des deux dernières années (2009-2010) du fait de la crise économique. La production agricole contribue en moyenne pour près de 30% aux exportations en Tunisie et 20% au Maroc. En Algérie, l'agriculture ne représente qu'une part négligeable des exportations. Celle-ci est marginale en Mauritanie.



**Tableau3:** Part des exportations alimentaires (% de la production agricole nationale)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Maroc	19,5	17,5	23,2	21,6	19,0	19,3
Mauritanie						
Algérie	0,8	0,8	0,9	1,1	0,9	2,3
Tunisie	29,3	34,1	33,1	36,7	28,4	22,5

**Tableau 4:** Revenus tirés des exportations alimentaires (en % du PIB, prix du marché)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Maroc	3,7	3,7	3,9	3,8	3,4	3,4
Mauritanie						
Algérie	0,07	0,06	0,07	0,07	0,08	0,19
Tunisie	3,5	4,1	3,8	3,9	3,1	3,0

Les données relatives au PIB, à l'emploi et aux exportations agricoles montrent la relative dépendance du Maroc et de la Tunisie par rapport à l'agriculture. En Algérie, même si l'activité économique reste dominée par le secteur des hydrocarbures (48% du PIB en 2009), l'agriculture participe pour 7 % à la création de richesse, en moyenne annuelle sur la période 2005-2011.

## II.2 Une production céréalière structurellement déficitaire et une dépendance croissante à l'égard des importations alimentaires

Les céréales constituent la base de l'alimentation dans tous les pays d'Afrique du Nord. Elles sont donc jugées stratégiques dans la sécurité alimentaire des populations. Parmi les céréales, le blé (blé tendre et blé dur) occupe une place importante dans la diète alimentaire des pays d'Afrique du Nord et représente souvent plus de 50% des apports énergétiques de la ration alimentaire. Au niveau de l'offre de production, les céréales représentent les principales productions agricoles et occupent plus de 50% des surfaces cultivées.

La région connaît un déficit céréalier structurel et son approvisionnement en produits alimentaires de base repose très fortement sur les marchés internationaux. La région concentre 16 à 17% des importations mondiales de blé dont

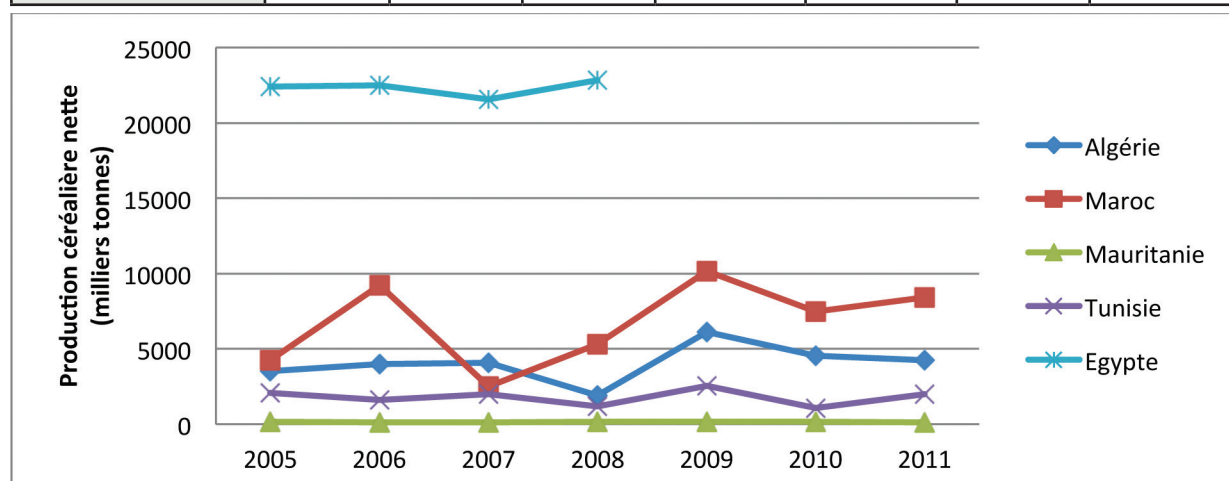


13 à 15% sont le fait de trois pays seulement (Algérie, Egypte et Maroc avec 6-7% des importations mondiales pour l’Egypte, premier importateur de blé au monde) et 10 à 12% de celles du maïs. Selon la FAO, cette dépendance devrait progresser au cours des prochaines années (du fait principalement de la croissance démographique et du déficit de la productivité) et tous les pays resteraient à des degrés divers des importateurs nets de céréales jusqu’en 2030. Les modèles économiques mondiaux prospectifs prévoient que la consommation de céréales et de viande dans les pays arabes continuera de surpasser la production, induisant une dépendance croissante à l’égard des importations alimentaires (FAO, 2008). Cette situation souligne par ailleurs les limites des politiques menées au cours des deux dernières décennies pour maîtriser et diminuer la dépendance alimentaire des pays.

La production céréalière est soumise à l’influence conjuguée des variations climatiques, des ressources limitées en terres arables et en eau, de la faible croissance des rendements céréaliers et des coûts de production élevés. Essentiellement pluviale, la production céréalière connaît des variations annuelles qui peuvent être très importantes en fonction des conditions climatiques, comme l’illustre le graphique ci-dessous.

**Tableau 5 :** Evolution de la production céréalière nette par pays (en milliers de tonnes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	(P)2011
Algérie (blé+orge)	3.525	4.012	4.100	1.900	6.120	4.550	4.245
Maroc (blé, orge et maïs)	4.270	9.227	2.496	5.322	10.154	7.463	8.400
Mauritanie (riz, sorgho, maïs)	146,665	104,475	127,145	154,785	148,159	175,443	120,000
Tunisie (Blé, orge, Triticale)	2.097	1.610,3	1.988,4	1.188	2.533,6	1.079,6	2.000
Egypte (Blé+maïs+ riz)	22.411	22.503	21.565	22.835	23.897	-	-



La tendance globale sur la période analysée (2005-2011) montre des niveaux de production qui n'ont pas évolué significativement. Seule l'Égypte, Grâce à l'irrigation largement diffusée et l'intensification (rendement de 7-8T/ha), bénéficie d'une production beaucoup plus régulière d'une année à l'autre. La Mauritanie peine à exploiter son potentiel en terres agricoles cultivables (dont moins de 50% est mis en valeur annuellement) par manque d'infrastructures adéquates. Le Soudan, bénéficie d'une pluviométrie importante (environ 1000 milliards de m<sup>3</sup> par an) mais son potentiel agricole est également sous exploité avec 85 millions d'hectares de terres arables dont seulement 20% seraient cultivés annuellement (soit environ 20 millions d'ha). La Lybie ne dispose que de 5% de terres cultivables.

Les conditions climatiques favorables de 2008 ont largement contribué à la production record de céréales obtenue pour la campagne agricole 2008/2009 dans la plupart des pays. Ainsi, en Algérie, la production record de 2009 a permis une réduction substantielle de la facture d'importation qui est passée de 3,5 milliards USD en 2008 à 1,5 milliards USD en 2009.

A l'inverse, la grave sécheresse de 2009 a fortement impacté la production 2009/2010 en Tunisie et au Maroc avec une baisse respective de 24% pour le Maroc et de 46% pour la Tunisie. Les perspectives concernant les récoltes céréalières de la région pour 2011 sont bonnes dans la plupart des pays. Les prévisions de la FAO pour la campagne agricole 2010/2011 tablent sur une production globale de blé dans la sous-région qui se redresserait d'environ 14 pour cent par rapport à la récolte réduite de 2010.

L'important déficit pluviométrique enregistré par la Mauritanie en 2011 s'est traduit par une forte réduction de la production agricole 2011/2012 qui passerait selon les prévisions à 29.000 tonnes en 2012 contre environ 120.000 tonnes en 2011 (Source : MAED, 2011).

Le taux de couverture des besoins céréaliers par la production nationale peut varier considérablement selon les années. En année moyenne, il s'établit à 30% pour la Mauritanie, 40% pour la Tunisie, 60% pour le Maroc et l'Égypte, 30-35% pour l'Algérie et atteindrait moins de 10% pour la Lybie (World Development Indicators, 2011). La production exceptionnelle de 2009 a permis d'atteindre un taux de couverture des besoins céréaliers de 91% au Maroc, 56% en Tunisie et 26,5% en Mauritanie.

Dans tous les pays, la production céréalière nationale demeure insuffisante pour répondre aux besoins de la population qui sont évalués en moyenne entre 200 et 210 kg/an /habitant (Algérie, Maroc, Égypte), sachant que la moyenne mondiale se situe à environ 152 kg/an/habitant.

## II.3 Des perspectives critiques à intégrer

Le défi actuel de la production alimentaire sera accentué par plusieurs facteurs dont le maintien des prix agricoles mondiaux élevés, une forte augmentation de la demande, une diminution et une dégradation des ressources naturelles et les impacts du changement climatique.

### *Une demande alimentaire en augmentation*

La population des pays arabes méditerranéens a doublé entre 1980 et 2010, passant d'environ cent millions à deux cents millions d'habitants. Cette population, fortement urbanisée s'oriente vers des modes de consommation se rapprochant des standards occidentaux. Elle demeure toutefois encore largement rurale sur le plan numérique (30% à 50%, voire plus, dans le cas de l'Égypte).

La consommation de céréales et particulièrement de blé serait en augmentation constante dans les pays de la région. Elle a augmenté de 24% entre 2004 et 2010, contre 9% enregistré à l'échelle mondiale (CIHEAM, 2010). Cette hausse de la demande est essentiellement portée par l'importance de l'urbanisation (la population urbaine est estimée à environ 60% de la population totale), la croissance démographique et l'évolution des habitudes de consommation des ménages. Une étude récente sur la sécurité alimentaire en Tunisie a montré que les besoins annuels en céréales du pays atteindront 4,3 millions tonnes en l'an 2025 contre 2,7 millions tonnes aujourd'hui. (Ministère de l'agriculture et de l'environnement- FAO, 2011).

21

### *S'adapter au changement climatique, un impératif*

Les projections des modèles de changement climatique mondial annoncent une probabilité croissante des sécheresses et des inondations dans le monde entier (IPPC, 2007). En 2008, les événements climatiques extrêmes de plus en plus fréquents (sécheresses, inondations) survenus dans les principales régions exportatrices de céréales ont fortement contribué à l'instabilité du marché en augmentant la volatilité des rendements céréaliers et, en provoquant une baisse de la production mondiale de céréales.

L'Afrique du Nord, caractérisée par des conditions agro climatiques difficiles est une zone à dominance aride et semi aride, sujette à des périodes de sécheresses récurrentes et à une grande variabilité spatiale et interannuelle des précipitations. Elle figure aujourd'hui parmi les zones les plus vulnérables au changement climatique (GIEC, 2007). Les Modèles de Circulation Générale (MCG) indiquent un réchauffement probable de la région de l'ordre de 2°C à 4°C durant le 21ème siècle, avec en particulier plus de 1°C de réchauffement entre 2000 et 2020<sup>7</sup>.

<sup>7</sup> GIEC, 4ème rapport (2007).

Les événements climatiques extrêmes (sécheresses, vagues de chaleur, inondations) deviendront plus fréquents avec l'accélération des cycles climatiques et une diminution générale des précipitations moyennes serait attendue. Les effets du changement climatique sont déjà ressentis, avec des conséquences socio économiques importantes (diminution de la production, baisse des revenus agricoles, migrations écologiques).

Cette situation aggrave en outre l'état de dégradation des ressources naturelles déjà limitées et fragilisées par une forte pression anthropique et des modes de gestion non durables qui ont favorisé leur surexploitation. Ces dégradations, outre la forte diminution des capacités productives, contribuent au changement climatique en réduisant l'aptitude des sols et de la biomasse à stocker et séquestrer le carbone.

Le changement climatique menace fortement l'agriculture pluviale qui prédomine dans la plupart des pays (hormis l'Egypte et la Lybie où il existe une prédominance de cultures fortement dépendantes des systèmes d'irrigation). Les modèles de changement climatique indiquent que la moyenne annuelle des précipitations pourrait diminuer de 10 % dans les 50 prochaines années (Banque mondiale, 2008). Dans ce scénario, l'Algérie et le Maroc enregistreraient une diminution de 40% de leur production des cultures sèches (BM&FAO, 2009). Les risques de submersion du delta du Nil, suite à l'élévation du niveau de la mer constitue une menace pour environ un tiers de la production agricole du pays.

L'irrigation agricole utilise aujourd'hui environ 85 % de l'ensemble des eaux de surface et des eaux souterraines captées dans les pays arabes et la demande en eau non agricole croît rapidement. Bien que des progrès aient été réalisés, l'utilisation du dessalement et du recyclage des eaux usées pour l'irrigation n'est pas encore économiquement viable pour la plupart des activités agricoles. L'utilisation des eaux usées traitées pour irriguer les cultures alimentaires n'est en outre pas toujours aisée car elle suscite souvent des résistances du public, bien que ceci soit en train d'évoluer (Banque mondiale, 2007).

La désertification affecte déjà environ 85% des terres qui sont de plus en plus menacées par l'érosion, la salinisation et les pratiques culturales non durables, à l'origine d'une perte en fertilité et en couche arable. La plupart des pays -sauf la Mauritanie qui dispose d'importantes ressources et le Soudan classé parmi les pays vulnérables- souffrent déjà d'une pénurie des ressources en eau (moins de 1000 m<sup>3</sup>/ personne/an, UNEP 2008). Cette pénurie va s'aggraver, notamment du fait du changement climatique et constituer une contrainte majeure à l'accroissement de la productivité agricole.

Les performances actuelles ont été obtenues au prix d'une exploitation inten-

sive des ressources naturelles mais la valeur des produits offerts sur les marchés n'intègre pas les externalités et ne reflète par la valeur des ressources naturelles utilisées. La durabilité des ressources naturelles, leur préservation ou leur mode d'exploitation reste une question majeure. L'adaptation au changement climatique pourrait constituer une opportunité pour relancer le développement de technologies agricoles (jusque-là très lent du fait de la faiblesse de l'appui public à la recherche agricole, en diminution depuis 1990) susceptibles d'améliorer la productivité agricole et de favoriser une gestion rationnelle des ressources naturelles.

La résilience des systèmes agricoles et l'accroissement de la productivité passe inévitablement par un effort de recherche variétale et technologique, d'innovation et de formation. Elle nécessitera également la mise en place de politiques et d'instruments adaptés de gestion des risques.



### III. INCIDENCES DE LA HAUSSE DES PRIX MONDIAUX DES PRODUITS DE BASE

La forte dépendance des pays vis-à-vis des marchés internationaux pour leur approvisionnement en produits alimentaires de base les rend très vulnérables face à toute augmentation des prix.

#### *Impact sur le coût budgétaire des importations alimentaires*

Le tableau suivant met en évidence une hausse des dépenses d'importations alimentaires dans tous les pays, en relation avec les périodes de hausse des prix internationaux et de déficits de la production nationale (liés à la mauvaise pluviométrie). Cette hausse est tirée par l'achat important des céréales et notamment par les importations de blé qui représentent partout le principal poste dans les importations alimentaires. En 2009, le coût des importations a chuté du fait de la forte baisse des prix alimentaires, notamment des céréales et des niveaux record de la production nationale, sauf pour la Mauritanie dont la production a baissé durant cette même année.

**Tableau 6 :** Evolution des importations alimentaires (en% du PIB, prix du marché)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	(E)2011
Algérie	3,5	3,2	3,7	4,5	4,2	3,7	
Maroc	3,0	2,7	4,3	4,6	3,3	3,8	
Mauritanie	6,46	8,88	11,32	12,26	12,09	8,57	
Tunisie	3,9	4,1	5,1	6,0	4,2	4,9	4,2

En Algérie, l'Office Algérien d'Importation de céréales (OAIC) qui importe pratiquement 90% du blé consommé dans le pays a importé en 2008 pour 3,25 milliards de dollars en céréales soit deux fois plus qu'en 2007. Entre 2009 et 2010, les importations ont enregistré une importante baisse (1,25 milliards de dollars en 2009 et 800 millions de dollars en 2010) du fait de la bonne récolte de 2009/2010 et de la reconstitution des stocks (dans le cadre de la politique de régulation) mais la facture alimentaire reste importante. La hausse des importations a repris en 2011 avec une facture alimentaire qui a dépassé en valeur les 10 milliards de dollars fin 2011. Les seules importations de blé ont cru en volume de 42,1%, et en valeur de 133% au cours des onze premiers mois de l'année 2011, pour atteindre le montant record de 2,6 milliards \$EU<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> Données en ligne du Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes algériennes (CNIS) ; Janvier 2012



### **Encadré : importations massives de blé en Algérie**

Depuis 2005, le volume des importations de blé n'a cessé d'augmenter passant de 4,1 millions de tonnes en 2005 à 4,8 millions de tonnes en 2006, 5,1 millions de tonnes en 2007 et 5,72 millions de tonnes en 2009 pour atteindre plus de 6,35 millions de tonnes en 2011 (5ème rang mondial d'importateur) après une légère baisse en 2010.

Source : Centre national de l'informatique et des statistiques (CNIS)

Au Maroc, les produits alimentaires restent le 3ème contributeur des importations de biens et services avec un accroissement de 31% en 2011.

Tous les pays affichent des déficits marqués de la balance commerciale agricole ce qui montre clairement la situation de dépendance vis-à-vis des importations agricoles. Dans certains pays ces déséquilibres sont parfois atténués par la hausse des recettes des exportations d'autres matières premières (hydrocarbures en Algérie, phosphate au Maroc). En Algérie, les recettes pétrolières ont permis de supporter sans grand dommage macro économique un déficit croissant de la balance commerciale agricole.

A titre de comparaison, en 2008, le Maroc, l'Egypte et l'Algérie ont importé pour 20 millions de tonnes de céréales, soit l'équivalent de l'UE et de l'Amérique du Nord réunis. L'Egypte et l'Algérie sont les plus gros importateurs de céréales (l'Egypte a importé autant que l'UE en 2008) (IPEMED, 2012).

**Tableau 7:** Evolution de la balance commerciale agricole  
(millions d'USD, prix courants du marché)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	(E)2011
Algérie							
Maroc	-53,3	17,5	-505,5	-87,1	-262,4		
Mauritanie							
Tunisie	-125,5	0,6	-570,3	-944,8	-439,3	-873,3	-632,9

1. Pour financer ces dépenses supplémentaires, les pays non exportateurs de pétrole sont contraints de réduire d'autres dépenses essentielles ou d'augmenter leurs emprunts, ce qui a des effets négatifs à long terme sur leurs économies.

### **Impact sur l'inflation des prix alimentaires**

La volatilité des prix internationaux est absorbée par les marchés internes en fonction du degré de transmission des prix. L'inflation des prix alimentaires s'est accrue dans tous les pays mais à des degrés divers. L'Egypte a été le pays le plus touché avec un taux d'inflation qui a atteint 19% (février 2010 – février 2011).



**Tableau 8 : Evolution de l'inflation des prix alimentaires**  
(%, par rapport à l'année écoulée)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Algérie	0,74	4,3	6,5	7,4	8,2	4,2	4,3
Maroc	0,3	3,9	4,5	7,1	1,0	1,2	
Mauritanie	13,8	5,4	9,7	9,6	2,6	6,9	6,4
Tunisie	0,1	5,0	3,0	6,1	4,4	6,8	

***Encadré : Importante flambée des prix en Mauritanie***

La hausse des prix mondiaux des céréales et notamment du blé s'est fortement répercutée sur les prix internes en Mauritanie (2007/2008 et 2010/2011) du fait de la forte dépendance du pays vis-à-vis du marché international. En 2011, la situation alimentaire du pays fut marquée par l'absence de pénuries mais une flambée persistante des prix. Le taux d'inflation est évalué à 6% entre les mois de juin 2010 et juin 2011. Les prix des denrées alimentaires importées ont globalement évolué à la hausse (entre 20 à 40 %) durant cette période. Les plus importantes augmentations ont concerné le blé (+ 50%), la farine de blé (+43%), l'huile végétale (+41%), le sucre (+24%) et le lait en poudre (+17%). Les prix moyens du riz importé et des pâtes alimentaires sont restés stables par rapport au mois de juin 2010. Les prix des principales céréales locales (sorgho, mil, maïs) ont augmenté et la dégradation des termes de l'échange s'est accentuée dans la zone agropastorale (- 57% en un an). La hausse des prix des carburants (gasoil et essence) et du gaz butane s'est traduite par une hausse des coûts de transport qui s'est répercutée sur les prix des produits alimentaires surtout à l'intérieur du pays où des différences ont été notées avec les prix pratiqués à Nouakchott.

27

***Impact sur les consommateurs et les producteurs : accentuation de la pauvreté et de la malnutrition***

La pauvreté et la précarité sont fortement accentuées en milieu rural et limitent les capacités d'investissement dans l'agriculture, conduisent à la surexploitation des ressources naturelles et favorisent l'exode rural. L'indice de pauvreté rurale atteint 59% en Mauritanie (profil pauvreté, 2008), 14% au Maroc (2008) et 7% en Tunisie (2010). La population agricole représente entre 40% (Algérie) à 80% (Maroc) de la population rurale, mais le secteur agricole, n'arrive pas à procurer des emplois et des revenus suffisants et durables aux populations rurales. Le rapport de 2008 de la Banque Mondiale sur le développement montre une augmentation de la pauvreté parmi la population rurale et en particulier parmi les petits agriculteurs.

La hausse des prix des denrées alimentaires de base pèse lourdement sur le budget des ménages et affecte plus particulièrement les ménages pauvres (vivant en milieu rural et péri urbain) et les petits agriculteurs. La part du revenu des ménages consacrée à l'alimentation est importante. Elle s'élève à 54% en Mauritanie (Profil de pauvreté, 2008) et à 41% au Maroc (2001). L'achat consti-

tue le principal mode d'acquisition des aliments et l'autoconsommation est plus importante en milieu rural. En Egypte, la pauvreté monétaire qui affecte 21,6% de la population en 2009, représente une contrainte majeure à l'accès des ménages à l'alimentation (rapport sur la situation de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité en Egypte pour 2009, PAM-décembre 2011).

Lorsqu'elle est durable, la hausse des prix incite les ménages à faibles revenus à limiter leur consommation alimentaire ou à s'orienter vers des produits moins coûteux et à faible valeur nutritive ce qui pourrait faire progresser la prévalence de la malnutrition. Les ménages sont également amenés à réduire leurs dépenses d'éducation et de santé.

La flambée des prix a également eu un impact négatif sur la situation économique des producteurs car ils achètent des denrées alimentaires au prix fort, et les coûts des intrants agricoles sont devenus prohibitifs. Certes, on pourrait penser que l'augmentation des prix des produits alimentaires pourrait, si elle se prolonge sur plusieurs années, permettre aux agriculteurs d'accroître leurs revenus et pourrait entraîner une augmentation de la productivité et de la production agricoles nationale. Toutefois, ceci ne sera possible que si les Etats augmentent significativement leurs investissements et mettent en place les conditions incitatives nécessaires pour permettre aux producteurs d'accroître leur production. En Egypte, par exemple où les agriculteurs pourraient bénéficier de l'augmentation des prix des produits agricoles en raison de leurs rendements élevés, le gouvernement a interdit les exportations au profit des consommateurs locaux, ce qui n'incite pas à la production. Une gestion équilibrée de la volatilité devra se faire afin que la hausse des prix ne se fassent pas au détriment des principaux acteurs, producteurs et consommateurs.

Dans les espaces ruraux, 80% des actifs opèrent dans le secteur agricole mais une bonne partie des revenus des ruraux dépend de ressources extérieures à l'agriculture. La diversification des activités économiques en milieu rural, en créant des emplois durables, destinées notamment aux femmes et aux jeunes limiterait la vulnérabilité des populations et améliorerait leur accès aux produits alimentaires.

### ***Encadré : La Mauritanie, en situation d'insécurité alimentaire***

En 2011, la hausse des prix des produits alimentaires, associée à la baisse du prix du bétail due à la situation pastorale déficitaire, a entraîné une perte du pouvoir d'achat des ménages ruraux, notamment les plus vulnérables. La dernière enquête de vulnérabilité réalisée en juillet 2011 par l'observatoire de la sécurité alimentaire et le PAM indique que 21% des ménages situés en zones rurales et péri urbaines ont une alimentation peu fréquente et peu diversifiée. Selon Oxfam, 700.000 personnes pourraient être en situation d'insécurité alimentaire en 2012, suite à l'important déficit pluviométrique observé en 2011.

## IV. PANORAMA DES PRINCIPALES MESURES DE POLITIQUES

Malgré la libéralisation du commerce (introduite dans le cadre des Plan d'Ajustement Structurel), les gouvernements continuent de protéger certaines filières stratégiques (blé, riz, lait) à travers des mesures d'administration des prix, de régulation des marchés et d'incitations à la production. Ces mesures ont été particulièrement renforcées en période de crise alimentaire.

Ainsi, face à la flambée des prix, les pays ont mis en œuvre un ensemble de mesures économiques et sociales alliant des actions temporaires d'urgence et des interventions stratégiques de plus long terme. Les subventions et les mesures de contrôle des prix des produits de base ont été largement utilisées pour réduire la transmission des hausses de prix aux consommateurs.

Les principales mesures adoptées pour assurer une offre suffisante et abordable sur les marchés intérieurs ont porté sur la réduction ou la suspension des taxes et droits de douane à l'importation des céréales largement consommées comme le blé, l'introduction de taxes à l'exportation, des exonérations fiscales et la suppression de la TVA sur les intrants de produits alimentaires, ainsi que la constitution de stocks régulateurs (Algérie). Des restrictions à l'exportation ont également été faites comme en Egypte où les exportations du riz ont été interdites (2008).

29

Des mesures de soutien aux producteurs ont également été mises en place à travers un renforcement du contrôle des prix des céréales à la production (Prix Minimum Garanti), des subventions aux intrants (engrais, semences) et des incitations à l'investissement.

Sur le plan social, certains pays ont accordé des augmentations de salaires aux fonctionnaires (Egypte, Mauritanie en 2008) et utilisé des stocks de sécurité pour certains produits de base dont le blé (Maroc, Tunisie, Mauritanie, Soudan). Des programmes d'aides directs comme les distributions d'aliments de base ou les transferts directs en espèces visant à garantir aux populations les plus vulnérables un revenu minimum ont été mis en place dans certains pays (Egypte, Tunisie, Maroc). Au Maroc, ces programmes ont coûté 1,75 milliard de dirhams en 2010. La Tunisie a mis en place un régime de soins gratuit pour les populations qui vivent en deçà du seuil de pauvreté et un régime de soins réduit pour les familles à revenus limités et non assujettis à la sécurité sociale. La Mauritanie a développé des programmes « vivres contre travail ».

**Tableau 9** : Programmes de protection sociale existants dans les pays

Pays	Programmes de protection sociale existants					
	Transferts ciblés en espèces	Vivres contre travail	Cantines scolaires	Rationnement/ coupons d'alimentation	AGR	Emploi des Jeunes
Maroc	✓		✓			
Mauritanie		✓	✓		✓	✓
Algérie						
Tunisie	✓					
Egypte	✓	✓	✓	✓		
Lybie		✓	✓	✓		
Soudan						

## IV.1 Les subventions aux consommateurs

Les programmes généralisés de subventions alimentaires ont représenté une part importante et croissante des dépenses publiques dans la plupart des pays et pourraient poser un important problème budgétaire si les prix des produits de base restent élevés.

Dans tous les pays, l'accès des consommateurs à certains produits de base sensibles est protégé grâce à des mécanismes de régulation de mise en marché et d'administrations de prix. L'Etat à travers les Offices de céréales (Algérie, Maroc, Tunisie) ou les agences (GASC en Egypte, SONIMEX en Mauritanie) est fortement présent dans l'approvisionnement en produits alimentaires essentiels. Les produits visés diffèrent selon les pays. Au Maroc, par exemple, seul le sucre et un contingent d'un million de tonnes de farine de blé tendre bénéficient des aides de l'Etat (à travers le système de compensation). En Egypte, les prix du pain et de la farine sont fixés et accessibles à l'ensemble de la population nationale, alors que le riz, le sucre et l'huile entrent dans un système de carte d'approvisionnement qui distingue les subventions aux consommateurs en fonction de leur revenu. En Algérie, la politique de sécurité alimentaire concerne le pain, la farine, la semoule, le lait et l'huile dont les prix sont fixés par la réglementation.

**Tableau 10** : Total des subventions alimentaires publics (en % du PIB, prix du marché)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Algérie	-	-	-	-	-	-	-
Maroc	0,2	0,4	0,4	1,1	0,6	1,1	-
Mauritanie	-	0,57	0,12	0,59	0,11	0,19	0,86
Tunisie	0,62	0,76	1,3	1,9	1,4	1,19	1,6

## Algérie

En 2008, les consommateurs algériens ont faiblement été touchés par la flambée des prix des denrées alimentaires compte tenu d'une forte intervention de l'Etat rendue possible par le recours aux ressources du fonds de stabilisation, fonds alimenté par les ressources pétrolières. Deux mesures principales ont été mises en place pour assurer la stabilité des prix des céréales:

- Une subvention de l'ordre de 0,5% du PIB (contre 0,3% en 2007) à l'Office Algérien Interprofessionnel des Céréales (OAIC) pour assurer la stabilité des prix de la farine de blé ;
- un fond de compensation mis en place pour le remboursement des frais de transport, afin d'assurer la disponibilité des produits de large consommation dans le sud du pays aux mêmes prix que dans le Nord.

Comme cela a été souligné plus haut, l'Algérie a également anticipé les crises en achetant des quantités importantes de blé sur le marché international.

## Egypte

Le GASC ( General Authority for Supply Commodities) assure environ 75% des importations totales de blé qui sont principalement destinées aux moulins publics pour la transformation en farine subventionnée pour la fabrication du pain baladi (pain populaire). Le secteur privé ne représente que 25% des importations.

Afin de garantir l'accès des denrées alimentaires de base aux segments de la population à faibles revenus, le gouvernement subventionne des produits de consommation comme le pain, le sucre, le riz et huile. La farine et le pain populaire (Baladi) subventionnés sont disponibles pour l'ensemble de la population, sans restriction tandis que l'huile et le sucre sont vendus aux détenteurs de cartes d'approvisionnement. Mais ces filières subventionnées sont fortement sujettes à la spéculation (notamment en période de hausse généralisée des prix où les prix informels de ces produits sont beaucoup plus élevés que les prix officiels) et à la contrebande sur le marché noir, diminuant ainsi l'accès aux denrées alimentaires pour la frange de population la plus pauvre. Environ 25% de la farine subventionnée serait revendue sur le marché parallèle (BM, 2009).

Le coût des subventions a connu une augmentation substantielle en passant de 1,25% du PIB en 2007 à 1,7% du PIB en 2008. L'Etat a adopté des conditions préférentielles pour les importations de blé et interdit ses exportations de riz dans le but de protéger les consommateurs de la flambée des prix (Banque Mondiale, 2009). Le gouvernement a aussi augmenté en 2011 les salaires des fonctionnaires et a élargi son aide alimentaire pour couvrir 70% de la population.

## Maroc

Le Gouvernement a procédé à une réduction significative et parfois à une suspension momentanée des droits de douane sur le blé et a accordé des subventions aux importateurs de blé tendre afin de stabiliser à un niveau ciblé le prix intérieur et renforcer les stocks disponibles. Il a également maintenu un contrôle des prix sur le blé issu de la production nationale, grâce à une subvention forfaitaire (2011). Un volume correspondant à 44% de la production de blé tendre est ainsi administré par l'Etat dans le cadre du Programme « Farine nationale de blé tendre ». Le gouvernement y consacre annuellement environ 0,33% de son PIB pour subventionner les minoteries et compenser le bas prix de vente de la farine. Cette mesure s'est accompagnée d'une nouvelle répartition des quotas en fonction de la distribution géographique de la pauvreté (communes rurales et communes les plus pauvres).

Le budget global de compensation des produits alimentaires pour la période 2007-2010 s'est élevé à près de 24,3 milliards de dirhams. Ces subventions sont passées de 0,4% du PIB en 2007 à 1,1% en 2008 et en 2010. En février 2011, « le gouvernement marocain a doublé les subventions alimentaires soit 15 milliards de dirhams supplémentaires (1,7 milliard \$ environ) qui seront ajoutés aux 21 milliards dirhams déjà prévus par le budget 2011 »<sup>9</sup>. Il est à noter que ce système de compensation fait abstraction du niveau de revenus des consommateurs et bénéficie souvent plus aux riches qu'aux pauvres.

## Tunisie

Le pays a réduit les taxes sur le blé importé et maintient un contrôle des prix sur des produits alimentaires de base stratégiques subventionnés (pain, semoule, sucre, huile végétale). Au titre de l'année 2011, les charges de la caisse de compensation dépasseraient 1 million de Dinars.

En dépit de la libéralisation d'un grand nombre de filières, les prix à la production du blé sont restés administrés et élevés pour inciter la production locale (BM, 2006). Dès 2006, les prix ont été réajustés à la hausse. L'Office des céréales par lequel la commercialisation est obligatoire accorde une subvention aux minoteries, ce qui permet de maintenir à un niveau bas les prix à la consommation de la farine, du pain et de la semoule.

<sup>9</sup> <http://www.sunucontinent.net/prix-des-aliments-le-maroc-double-les-subventions-publiques-pour-calmer-le-mecontentement/>



## Mauritanie

La Mauritanie a été particulièrement vulnérable à la flambée des prix mondiaux des produits de base compte tenu de sa forte dépendance aux importations alimentaires. Aussi, Depuis 2008, le pays multiplie les programmes d'intervention d'urgence pour faire face aux crises alimentaires récurrentes.

### **Encadré : Une succession de programmes d'urgence en Mauritanie**

La Mauritanie a engagé d'importantes ressources financières sur la période 2008-2011 pour faire face à la volatilité des prix des produits alimentaires et soutenir les populations les plus vulnérables. Trois programmes se sont succédé :

1- Le Programme Spécial d'Intervention (Avril- septembre 2008) qui comportait la distribution gratuite de denrées alimentaires, des subventions pour le pain, la reconstitution des stocks en zones rurales, une hausse des salaires des fonctionnaires (+10%), plusieurs mesures de réduction tarifaires , un appui à la production agricole et aux activités génératrices de revenus (AGR) ainsi que des subventions à l'énergie.

2- Le programme global solidarité-2011 d'un coût estimé à 3,4% du PIB a porté sur :

Des subventions alimentaires (0,8% du PIB) des principales denrées (riz, blé, sucre et huile) vendues dans des « boutiques solidarité » sur l'ensemble du territoire national (624 boutiques) avec une forte concentration à Nouakchott (50% des boutiques) sur une période de 5 mois. Les prix sont 20 à 30% moins cher que les prix du marché. Ce dispositif n'a que très peu profité aux pauvres (couverture socio géographique inadéquate, absence de mécanismes de crédit facilitant l'accès des pauvres aux produits subventionnés, accès restreint).

Des programmes d'AGR (activités génératrices de revenus non agricoles) dans les zones pauvres ainsi qu'un programme national d'insertion des diplômés chômeurs : 125 diplômés chômeurs ont bénéficié de l'octroi de 1300 ha de terres agricoles.

Des subventions à l'énergie (1,6% du PIB) insuffisamment ciblées ;

3- Le nouveau Programme d'intervention « Emel 2012 » doté d'un financement de 152 millions de dollars comprend plusieurs volets : (i) subventions des produits alimentaires de première nécessité et des aliments de bétail en faveur des populations vulnérables dans toutes les collectivités du pays, (ii) distribution gratuite de vivres au profit des ménages sans revenus et groupes vulnérables, (iii) prise en charge nutritionnelle et sanitaire des enfants, (iv) reconduction sur une période de 8 mois de l'opération « boutiques solidarité 2011 » pour soutenir le pouvoir d'achat des ménages à revenus modestes en milieu rural, urbain et péri urbain et, (v) assistance cheptel (fourniture d'aliments de bétail, couverture sanitaire, hydraulique pastorale, crédit à l'élevage). L'opération 2012 des boutiques subventionnées viserait près d'un million de citoyens et devrait permettre de créer 2000 emplois au profit des jeunes chômeurs. Toutefois, aucune approche n'est adoptée pour le ciblage des bénéficiaires.

## IV.2 Exemples de mesures de soutien aux producteurs

Afin d'accroître la production agricole et notamment céréalière, un ensemble de mesures de soutien ont été mise en place à travers des prix rémunérateurs aux producteurs (subventions) et diverses incitations et aides (crédits bonifiés, annulation et rééchelonnement des dettes, exonérations, distribution et/ou subventions d'intrants agricoles).

## *Algérie*

Les filières stratégiques du blé et du lait sont administrées par l'Etat et bénéficient d'un prix moyen garanti. En 2008, le gouvernement a fortement réévalué les prix à la production du blé pour améliorer les revenus des agriculteurs et les inciter à produire d'avantage. Des exonérations de la TVA ont été accordées sur les intrants ainsi qu'un crédit sans intérêt (R'fig).

## *Tunisie*

L'Etat accorde des incitations substantives aux producteurs de céréales telles que : les subventions des prix à la production pour les filières blé dur et blé tendre, les subventions des prix de vente des semences sélectionnées de céréales, le rééchelonnement des dettes des agriculteurs, une première irrigation gratuite, l'exemption des terres à vocation agricoles louées des droits d'enregistrement et des impôts sur le revenu, la distribution d'intrants.

## *Maroc*

Les nouvelles mesures de soutien mises en place en 2011 ont concerné principalement :

- L'augmentation de la subvention à l'achat des semences sélectionnées de céréales ;
- La mise en place, dans le cadre du Fonds de développement agricole (FDA), d'un système incitatif destiné aux aménagements hydro-agricoles, à l'équipement des exploitations en matériel agricole et systèmes d'irrigation localisée, et à la valorisation de la production végétale, afin d'encourager les investissements privés ;
- Le lancement d'une opération d'allègement et de rééchelonnement des dettes des petits agriculteurs afin d'améliorer leur capacité d'investissement. Le coût global de cette opération est estimé à 765 millions de dirhams supportés à part égales entre l'Etat et le Crédit Agricole du Maroc.
- La mise en place d'une assurance « multirisque climatique » des céréales et légumineuses dans le cadre d'une convention entre l'Etat et la Mutuelle Agricole d'assurances. Le montant de la cotisation d'assurance bénéficie d'une subvention de l'État pouvant atteindre 90%. Cette assurance vise une superficie de 300.000 ha pour la campagne 2011/2012, avec un objectif prévisionnel de 1.000.000 ha à l'horizon 2015.



## Mauritanie

Au titre de la campagne agricole 2010/2011, le Gouvernement a accordé aux producteurs rizicoles des subventions aux intrants agricoles, des aides au crédit (rééchelonnement des dettes, crédits bonifiés).

**Tableau11** : Récapitulatif des mesures d'appui aux producteurs

Mesures d'appui aux producteurs					
	Prix minimum d'achat garanti	Exonérations et subventions d'intrants	Facilités de crédits	Equipements agricoles	Investissements dans les infrastructures de production et de marchés: réhabilitation et développement des systèmes d'irrigation
Maroc	✓	✓	✓		✓
Mauritanie	✓	✓	✓	✓	✓
Algérie	✓				
Tunisie	✓	✓	✓		✓

### IV.3 Mesures stratégiques de long terme

Depuis 2008, plusieurs pays ont adopté de nouvelles politiques agricoles et engagé des réformes visant à accroître la production et la productivité agricoles, à améliorer la gestion des terres, des ressources en eau et du foncier agricole. Les efforts portent également sur une meilleure prise en compte des risques climatiques et des catastrophes naturelles. Certains pays ont clairement marqué leur volonté politique d'accorder un rôle fort au secteur privé et ont réformé leur politique foncière en conséquence (Maroc, Tunisie, Algérie).

35

Au Maroc, l'accent a été mis sur la relance des investissements agricoles et le développement de partenariats stratégiques avec le secteur privé national et/ou international.

Les dépenses publiques allouées à l'agriculture ont pratiquement doublé au Maroc à partir de 2009 pour s'établir à 4% du budget global en 2009 et 2010. En Tunisie on note une baisse régulière des dépenses publiques qui sont passées de 5,7% du budget global en 2005 à 4,5% en 2009 et 2010. En Mauritanie, après une période de forte baisse en 2008-2009 (moins de 3%), ces dépenses ont doublé en 2010 et 2011.

Dans tous les pays, le financement public demeure bien en deçà de l'engagement pris à Maputo de consacrer 10% du budget national à l'agriculture. Les financements extérieurs n'ont pas évolué significativement sur la période 2005-2011.

## *Le Plan Maroc Vert (PMV) mise sur le Partenariat Public Privé*

Le Plan Maroc Vert (PMV) adopté en 2008 et mis en œuvre par l'Agence de développement agricole, s'est fixé comme objectifs de renforcer la sécurité alimentaire, augmenter la production et le revenu agricole, en particulier des petits producteurs. Il s'articule sur deux piliers:

- une agriculture performante, à haute valeur ajoutée, adaptée aux règles du marché et s'appuyant sur les investissements privés. (Pilier I) ;
- un accompagnement solidaire (avec une forte contribution de l'Etat) de la petite agriculture dans les zones rurales difficiles (montagnes, oasis, plaines et plateaux du semi-aride) pour valoriser la production des terroirs, améliorer et pérenniser le revenu agricole de 500 à 600 000 exploitations et lutter contre la pauvreté (Pilier II). Ce pilier prioritaire concerne plus de 80% des agriculteurs.

Le PMV met l'accent sur le désengagement de l'Etat de la gestion directe des terres agricoles du domaine privé à travers le lancement d'un important programme de PPP qui vise la valorisation des principales filières : céréales, légumineuses, agrumes, olivier et vignes. Dans le cadre de sa mise en œuvre, d'importantes mesures sont en cours :

- La restructuration de la filière céréalière autour d'une logique visant à réduire la surface céréalière de 20% et à augmenter la productivité de 50% ;
- La création de structures bancaires adaptées aux petites et moyennes agricultures ;
- La création en cours d'un Office national du conseil agricole ;
- La mobilisation du foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat et sa cession (sous forme de location longue durée pouvant atteindre 40 ans) à des opérateurs privés nationaux ou étrangers dans le cadre de partenariats publics-privé. La superficie ainsi mobilisée depuis 2004 a atteint près de 100.000 ha en 2011 ;
- La mise en place d'une assurance multirisque climatique en faveur des agriculteurs ;
- L'accroissement des financements alloués aux institutions nationales de recherche agronomique de 0,7% du PIB agricole en 2009 à 1% en 2012, en vue notamment d'améliorer les rendements des filières agricoles de base, en particulier de la filière céréalière ;

- La réforme du système d'incitations agricoles (simplification des procédures, accroissement des aides et subventions agricoles en faveur de la modernisation des pratiques agricoles) à travers le Fonds de Développement agricole (FDA). Les aides totales octroyées par le FDA sur la période 2008-2010 se sont élevées à 5,3 milliards de dirhams générant des investissements globaux de 15,4 milliards de dirhams. Ces incitations ont notamment permis l'irrigation de 120 000 ha équipés en goutte à goutte depuis 2008 ;
- Le renforcement des partenariats avec les banques commerciales pour accroître le financement des projets inscrits au PMV.

D'autres chantiers sont envisagés comme : (i) la réforme de la formation et de la recherche agricole et (ii) l'amélioration de l'intégration de la chaîne de valeur agricole vers l'aval, pour davantage de création de richesse, et pour un meilleur partage de valeur tout au long de la chaîne, du producteur au consommateur. Cela passera notamment par une meilleure organisation des acteurs.

S'agissant de la prévention des catastrophes naturelles, le Maroc a institué en 2009 un fonds national de lutte contre les effets des catastrophes naturelles. Il a également initié l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action de réduction des risques et catastrophes en conformité avec le Cadre d'Action de Hyogo, mais ce chantier se heurte à la complexité de la coordination entre les différents intervenants tant au niveau central que décentralisé.

37

### *Le renforcement des investissements agricoles privés en Tunisie*

En 2009, le gouvernement a lancé une étude pour l'actualisation de la politique agricole au regard du contexte mondial marqué par l'incertitude sur l'évolution des prix agricoles et de l'énergie et par le changement climatique.

Les investissements agricoles ont constitué 10% des investissements économiques en 2009, dont 57 % sont des investissements privés. Cette performance du secteur privé a été possible grâce :

- au code des investissements qui accorde des avantages spécifiques au secteur prioritaire de l'agriculture (incitations fiscales et financières, crédits fonciers aux jeunes exploitants...) ;
- à la loi relative au régime des concessions agricoles adoptée en 2008.

La politique agricole de la Tunisie vise à réaliser des marges de progrès dans les domaines de la gestion des ressources en eau, de l'amélioration de la productivité agricole, de l'organisation et du développement des filières, de la com-

mercialisation et de la compétitivité internationale des produits agricoles. Elle vise également à stimuler l'investissement dans les régions. Elle met l'accent sur la promotion des grandes cultures et en particulier la céréaliculture et l'agriculture biologique (second rang en Afrique). Ainsi, la stratégie nationale de promotion de la production céréalière 2009/2016 vise à atteindre une production annuelle moyenne de 27 millions de quintaux dont 6 millions de quintaux de céréales en irriguée grâce à l'extension de la superficie consacrée à la céréaliculture irriguée. Elle s'attache notamment à promouvoir la production nationale de blé dur et à atteindre l'autosuffisance.

Les superficies agricoles irriguées équipées en techniques d'économie d'eau sont passées de 322 377 hectares en 2006 à 344 412 hectares en 2009. La production biologique a connu une augmentation importante. Elle est passée de 9000 Tonnes en 2002 à 170 000 tonnes en 2008 et 230 000 tonnes en 2009.

La stratégie agricole vise aussi la mise en place de nouveaux instruments de financement adaptés aux impératifs qualitatifs et technologiques. Elle met l'accent sur l'encadrement des producteurs, l'octroi d'incitations fiscales et financières comme les primes d'investissements pour l'acquisition d'équipements agricoles, la recherche avec notamment l'introduction de nouvelles variétés à haut rendement.

Une réflexion est en cours pour la mise en place de micro entreprises agricoles pour les jeunes vulnérables et la formulation d'un programme à long terme pour la création d'emplois agricoles.

### ***En Algérie, une vision intégrée qui prend en compte le développement rural***

La politique du renouveau agricole et rural mise en œuvre en 2008 et pour laquelle l'Algérie devrait consacrer sur la période quinquennale 2010-2014 une enveloppe annuelle de 3 milliards de dollars en soutien aux programmes de développement agricole et rural comprend deux volets :

- Le premier relatif au secteur de l'agriculture qui est appuyé par d'importants transferts publics destinés à soutenir l'achat d'intrants et des équipements agricoles, à subventionner les produits stratégiques dont les prix sont garantis (céréales et légumes secs, lait cru), à réaliser des infrastructures agricoles, à accorder des bonifications aux prêts agricoles et à financer le système de régulation des productions de base de large consommation (de la pomme de terre en particulier). Dans ce contexte, une loi d'orientation agricole a été adoptée en 2009. La principale disposition de cette loi concerne le foncier agricole à travers l'instauration du

seul régime de la concession pour la mise en valeur par le secteur privé national des terres agricoles du domaine privé de l'Etat (Loi 10-03 du 15 août 2010). La loi d'orientation met également l'accent sur le financement rural et l'assurance agricole. Elle a conduit à la mise en place d'un crédit à taux bonifié d'une durée d'une année (crédit RFIG) et a La Caisse Nationale de Mutualité Agricole qui a développé plusieurs produits d'assurance dont la mise en place d'une assurance sécheresse orientée vers les cultures stratégiques comme les céréales. La politique du renouveau agricole et rural s'appuie sur des contrats de performance établis avec les wilayas qui soumettent les subventions des agriculteurs (crédit sans intérêt, exonération d'impôts) aux résultats atteints. L'enveloppe annuelle des soutiens apportés par les pouvoirs publics à l'investissement agricole est estimée à 100 milliards de dinars.

- Le second concerne le développement rural. Le gouvernement a annoncé la généralisation des projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI) fondés sur 4 axes : la rénovation de l'habitat et des ksours, la diversification des activités, la protection des ressources naturelles et la réhabilitation des patrimoines matériels et immatériels des communes rurales. L'axe majeur mis en œuvre dans les communes a essentiellement trait aux conditions de vie des populations (habitat, équipements et infrastructures de base).

### *La Mauritanie s'oriente vers l'élaboration d'une stratégie intégrée de sécurité alimentaire*

En Mauritanie, l'espoir que l'Etat avait fondé sur le secteur privé comme élément d'une stratégie de croissance du secteur n'a pas donné les résultats escomptés. Plus de vingt ans après la libéralisation du secteur, la situation demeure caractérisée par des chutes de rendements, une dégradation et un abandon des périmètres, une dépendance aux subventions, un endettement excessif des agriculteurs et une exportation quasi nulle (CMAP, 2010). Le recul des investissements publics, le désengagement de l'Etat et les mesures incitatives n'ont pas profité aux petits producteurs mais à quelques investisseurs privés nationaux à la recherche de gains à court terme et dont les capacités techniques étaient limitées.

Durant la période 2004-2010, quatre projets agricoles d'envergure ont été mis en œuvre avec un financement à 80% d'origine extérieur (CMAP, 2010).

Pour faire face à la situation persistante d'insécurité alimentaire que traverse le pays et limiter l'impact des programmes d'urgence sur les finances publiques,

l'Etat avec l'appui de ses partenaires au développement s'est engagé à développer une politique intégrée de sécurité alimentaire et une stratégie nationale de protection sociale. Une loi d'orientation agricole a également été adoptée :

- La stratégie nationale intégrée de sécurité alimentaire est axée sur le développement agricole, la lutte contre la pauvreté et la gestion des ressources naturelles. Elle vise à ramener l'indice de vulnérabilité alimentaire de 39,4% en 2010 à 23,5% à l'horizon 2015 et à 5% à l'horizon 2030 et à parvenir progressivement à un taux de couverture des besoins céréaliers de 50%;
- la stratégie nationale de protection sociale évaluera les mécanismes de subvention actuels et proposera les voies et moyens pour l'établissement d'un système de protection sociale durable, moins coûteux et mieux ciblé.

### *L'Egypte a misé sur une agriculture d'exportation*

L'agriculture égyptienne est soumise à des contraintes naturelles fortes, notamment la limitation des ressources en eau et en terres. La surface cultivable ne représente que 2,6% de la surface totale du pays, tandis que les ressources en eau se limitent à 54 milliards de m<sup>3</sup> par an, l'équivalent du quota de l'Egypte dans l'eau du Nil<sup>10</sup>. Avec ces ressources limitées, l'agriculture égyptienne ne peut pas répondre aux besoins d'une population importante et croissante.

Le secteur agricole égyptien est caractérisé par une politique libérale visant à encourager son intégration au marché agricole mondial et donc à favoriser une agriculture d'exportation. L'État joue un rôle dominant dans la gestion, le contrôle et la distribution des ressources agricoles, et particulièrement l'eau et la terre, qui font l'objet d'une très forte compétition à la fois entre les différents secteurs économiques, dont l'agriculture, et entre l'agriculture paysanne et l'agriculture d'investissement capitaliste. L'État a développé des systèmes d'aides et de soutien en faveur de l'agriculture d'investissement mais ces mécanismes n'ont pas vraiment bénéficié aux petits paysans. L'investissement privé représente la majeure partie des investissements agricoles.

Toute réflexion visant à assurer la sécurité alimentaire devra garantir une équité et un équilibre entre les considérations économiques et sociales ; les impacts de la crise alimentaire ayant bien montré les limites de la politique mise en œuvre.

---

<sup>10</sup> Une révision progressive des accords de partage des eaux du Nil est en cours



### *La Lybie externalise sa production*

La Lybie ne dispose que de 5% de terres cultivables et importe en moyenne 75 % de ses besoins alimentaires. Pour sécuriser son approvisionnement alimentaire (notamment céréalier), dans un contexte de forte croissance de la demande et de limitation des terres agricoles et des ressources en eau, la Lybie s'oriente vers l'externalisation de sa production. Le pays a ainsi engagé plusieurs projets d'investissements (location de terres) en Afrique (ex : Soudan, Mali, Libéria) et ailleurs (Ukraine).

### *Le Soudan dispose de ressources naturelles importantes mais sous exploitées*

Le potentiel agricole du Soudan est sous exploité. Le pays disposerait au total de 85 millions d'hectares de terres arables dont seulement 20% seraient cultivés annuellement (soit environ 20 millions d'ha). Grâce à une pluviométrie importante (environ 1000 milliards de m<sup>3</sup> par an), il assure son autosuffisance concernant tous les produits alimentaires à l'exception du blé.

La terre relève de la propriété de l'Etat sur 95% du territoire, bien que la propriété privée soit reconnue.

En 2009, 930 millions de dollars ont été investis dans le secteur agricole (contre 700 millions de dollars en 2007) soit 17% du montant total des investissements économiques réalisés.

41

## **IV.4 Coopération régionale**

Aucun pays n'a les moyens de résorber seul le déficit structurel de sa production agricole nationale. Une coopération régionale renforcée pourrait permettre aux pays de sécuriser leurs approvisionnements et de bénéficier des complémentarités de leurs agricultures et de leurs industries. Elle offre des opportunités pour optimiser les synergies et favoriser les échanges d'expériences, le transfert de technologies, le commerce et l'investissement.

Malgré l'existence de plusieurs accords bilatéraux entre les pays et multilatéraux (ex: convention de facilitation et de développement des échanges commerciaux entre les pays arabes, convention relative à l'échange des produits agricoles entre les pays de l'UMA, ratifiée en 1993), les échanges commerciaux agricoles au sein de la région sont encore très faibles.

Une meilleure coordination des politiques agricoles et de sécurité alimentaire permettrait, autour d'une vision commune, d'améliorer les capacités de négociation des pays avec l'UE et dans le cadre des processus internationaux de

négociations commerciales et des foras internationaux. Les pays de l'UMA ont adopté une stratégie maghrébine de l'agriculture (15ème session de la Commission ministérielle maghrébine chargée de la sécurité alimentaire, Marrakech, octobre 2009) et un plan d'action : 2011-2020 (16ème session de la commission ministérielle maghrébine chargée de la sécurité alimentaire, Alger, décembre 2010) qui ont retenus plusieurs domaines prioritaires de coopération : la recherche scientifique, la gestion durable des ressources naturelles, l'amélioration de la productivité, l'accès aux marchés et aux investissements.

Parallèlement à cette dynamique, des accords de partenariats se développent entre certains pays. L'Algérie et le Maroc ont signé récemment (2011) un accord de coopération bilatérale dans les différents domaines agricoles à même de renforcer la sécurité alimentaire dans les deux pays. Cet accord concerne notamment la recherche scientifique, la production agricole, la lutte contre la désertification, le développement rural ainsi que les exportations de produits agricoles. Outre l'échange d'expériences, l'accord vise aussi la promotion des partenariats entre les opérateurs agricoles des deux pays.

L'Algérie a aussi engagé une coopération avec le Soudan en vue de soutenir le secteur agricole soudanais dans les domaines de l'irrigation, de la recherche scientifique, de l'économie de l'eau et d'épuration des eaux usées et leur réutilisation dans l'irrigation. Les deux parties ont aussi convenu de la possibilité de doter le secteur agricole soudanais des semences et engrais produits par l'Algérie ainsi que du matériel et équipements agricoles.

Une réunion récente du mécanisme des «5+5»<sup>11</sup> sur la sécurité alimentaire en Méditerranée (février 2012, Alger) a mis l'accent sur le renforcement de la coopération régionale en matière d'échange d'informations et de suivi des prix agricoles sur les marchés internationaux, de régulation des marchés des produits agricoles et alimentaires, de développement des opportunités de complémentarités en matière d'échanges de produits agricoles entre les pays partenaires du «5+5». Les experts ont également proposé la mise en place d'un observatoire sur la sécurité alimentaire et la création d'un espace de formation et de recherche euro-méditerranéen intégrant la diffusion des savoir-faire, l'expérience et la technologie, la mise en place d'un dispositif permanent pour dresser un état des lieux des activités et des résultats de la recherche enregistrés au niveau régional.

<sup>11</sup> Le groupe des «5+5» est composé, pour la rive sud de l'Algérie, la Tunisie, la Mauritanie, le Maroc, et la Libye, alors que la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et Malte représentent les pays de la rive nord.



## V. CONCLUSION

### SYNTHÈSE ET MESSAGES STRATÉGIQUES CLÉS

#### V.1 Synthèse

L'incertitude qui pèse sur les marchés mondiaux de produits agricoles représente une menace constante pour l'approvisionnement des marchés nationaux et la sécurité alimentaire des populations de la région. Les scénarios établis par les principales institutions spécialisées (OCDE, FAO, BM, CE, USDA) montrent que les prix mondiaux des produits agricoles continueront d'être volatils et devraient rester élevés au cours des deux prochaines décennies. Les coûts croissants des importations et les tendances au protectionnisme pourraient ainsi rendre plus difficile les ajustements de l'approvisionnement national par les achats extérieurs.

Tous les pays ont connu une hausse interne des prix des produits alimentaires de base. Celle-ci a été en partie jugulée grâce à des mesures ad-hoc d'urgence généralement non ciblées visant à approvisionner les marchés intérieurs et modérer les coûts supportés par les consommateurs. Plusieurs mesures de soutien aux producteurs (fixation des prix à la production, distribution et subventions d'intrants), ont également été adoptées.

Toutes ces mesures de compensation à court terme ont engendré des prélèvements importants sur les budgets nationaux, au détriment de l'investissement et d'autres dépenses sociales comme l'éducation ou la santé. Les mesures de réduction ou de suppression des tarifs douaniers sur les importations de céréales ont entraîné une perte de recettes budgétaires et pourraient compromettre le développement de la production intérieure. Les programmes de subventions alimentaires (principal filet de protection sociale mis en œuvre) ont représenté une part importante et croissante des dépenses publiques dans la plupart des pays, alors que leur impact sur les plus démunis est resté limité. Ces mesures générales pourraient poser un important problème budgétaire si les prix des produits de base restent élevés. Les mécanismes de subventions aux denrées alimentaires devraient faire l'objet d'une évaluation pour orienter la mise en place de filets de sécurité sociale mieux ciblés (tenant compte des femmes et des enfants) et financièrement viable.

Les interventions à court terme si elles sont nécessaires doivent être bien étudiées afin d'éviter les effets négatifs induits sur les ressources budgétaires et les investissements. Elles sont à compléter par des programmes à moyen et long terme qui visent l'accroissement durable de la production agricole natio-

nale pour répondre à la demande alimentaire croissante, réduire la dépendance aux importations coûteuses et incertaines et limiter le déséquilibre budgétaire induit par les subventions et autres mesures protectionnistes conjoncturelles. Pour cela, il faudra lever les obstacles structurels qui handicapent le secteur et faciliter l'implication du secteur privé. Les incitations à l'investissement et à l'amélioration de la productivité ont permis dans certains pays d'accroître significativement l'investissement privé.

L'ensemble des scénarios prospectifs ainsi que les projections de la FAO pour 2030, arrivent unanimement à une conclusion : les Pays de l'Afrique du Nord feront face à des enjeux majeurs en matière de sécurité alimentaire en général et céréalière en particulier, dans les prochaines années. Les pays seront confrontés à une pression démographique importante, des changements au niveau des modes de consommation et d'alimentation qui s'occidentalisent, mais aussi des pressions sur les ressources en eau et en terre qui rendent difficile l'obtention de surfaces agricoles supplémentaires.

Dans un tel contexte marqué par des conditions climatiques de plus en plus contraignantes et la détérioration des ressources naturelles (terres agricoles et ressources en eau limitées), la croissance de la production agricole dépendra de l'augmentation des rendements et donc des innovations technologiques et variétales (R&D) et d'une meilleure gestion/ conservation de l'eau et des sols. L'adaptation des systèmes de production au changement climatique pourrait constituer une opportunité pour engager une telle transition. Cela suppose des investissements conséquents dans la recherche-développement et dans la formation des ressources humaines qualifiées ainsi que l'établissement de partenariats régionaux et internationaux pour bénéficier des avancées technologiques existantes et à venir.

Les pays devront augmenter la part de l'agriculture dans leurs budgets nationaux et encourager l'investissement privé en misant sur le développement des capacités de production et l'amélioration de la compétitivité des exploitations agricoles. Les investissements agricoles à grande échelle devront se faire dans le respect des droits et moyens de subsistance des populations rurales. Les opportunités liées à ces investissements (augmentation de la productivité agricole, des recettes budgétaires, de l'emploi, des revenus locaux) doivent être étudiées au regard des bénéfices et risques encourus pour ces populations. Ainsi, les accords d'investissements impliquant des transferts de terres à de grands investisseurs nationaux, internationaux ou aux gouvernements étrangers, devraient être transparents, impliquer les collectivités locales concernées et être soumis à la condition d'études d'impact environnemental. Les bénéfices générés par ces accords devraient être utilisés au profit de la collectivité locale.

Le développement de l'agriculture familiale (qui constitue 80% des exploitations) devra constituer un élément clé et prioritaire des politiques publiques qu'il convient de favoriser en levant les barrières qui limitent la capacité productive et la rentabilité des exploitations, notamment le règlement de la question foncière agricole (droits de propriété et d'usage, morcellement des terres) ainsi que l'amélioration de l'efficacité des crédits agricoles, qui conditionnent largement l'amélioration de la production agricole et des revenus des agriculteurs. Le renforcement des capacités organisationnelles des exploitants devra accompagner cette dynamique. Les efforts devraient s'orienter vers l'amélioration de la productivité de l'agriculture pluviale (majoritaire), le renforcement de l'efficacité des systèmes d'irrigation et, la réduction des pertes de récoltes qui sont importantes.

Les pays de la région qui demeureront fortement tributaires des marchés mondiaux devront adopter des mesures d'atténuation de la vulnérabilité au choc des prix alimentaires, à travers :

- une meilleure gestion de leurs importations et une optimisation des échanges agricoles, notamment dans le cadre de la coopération, Sud-Sud grâce à la réduction des entraves tarifaires ;
- l'établissement de mécanismes de gestion des risques : constitution de stocks d'urgence, mise en place d'un fonds spécifique d'intervention...

45

## V.2 Messages clés et pistes de réflexion

La promotion de la sécurité alimentaire appelle des réponses multiples qui doivent être apportées dans le cadre d'une approche stratégique globale, coordonnée et ouverte à tous les acteurs, notamment les acteurs locaux y compris les collectivités territoriales. Une telle approche intégrera les objectifs de développement agricole, de lutte contre la pauvreté et notamment de création d'emplois en milieu rural, la prise en compte des externalités environnementales (gestion durable des ressources hydrauliques et des sols), l'adaptation au changement climatique et la gestion des risques de catastrophes. Elle devrait en outre impérativement s'inscrire dans une optique de développement rural intégré.

A cet effet, toute stratégie de sécurité alimentaire devrait s'articuler autour de quatre axes déterminants :

## ***1- L'accroissement de la production agricole nationale en relation étroite avec une gestion optimale des ressources naturelles et des risques climatiques à travers :***

- La relance des investissements publics et privés en faveur de l'agriculture et notamment dans les infrastructures rurales, la recherche & développement et l'innovation ;
- L'amélioration du climat d'investissement du secteur agricole ;
- L'amélioration de la productivité des productions céréalières en condition pluviale, étant entendu que les réserves d'eau constituent un facteur limitant ;
- L'adaptation au changement climatique : variétés adaptées, systèmes d'irrigation et techniques culturales améliorés ;
- Le développement d'une capacité nationale de production d'intrants agricoles ;
- L'adoption de l'approche filière ;
- L'accompagnement et la mise en place de conditions socio économiques favorables au développement durable des exploitations agricoles familiales à travers : le renforcement de l'accès aux facteurs de production, l'encadrement, la formation, l'amélioration des conditions de vie en milieu rural en renforçant le rôle des femmes rurales dans le développement de l'agriculture ;
- Développement rural intégré La poursuite et le renforcement des réformes foncières ;
- La mise en place de stratégies et instruments de gestion des risques et le renforcement de leur accessibilité aux exploitants.

## ***2- La sécurité et l'accessibilité des approvisionnements à travers :***

- Le renforcement des systèmes d'information sur les marchés internationaux ;
- La création de partenariats commerciaux privilégiés dans le cadre de la coopération Sud- Sud, au sein de la zone méditerranée et avec l'UE (principal partenaire des pays);
- L'évaluation des impacts économiques et sociaux des mesures mises en œuvre par les pays pour bâtir des politiques durables et accroître la résilience des pays face aux chocs exogènes ;
- La régulation du commerce des produits agricoles au niveau national et la mise en œuvre d'une politique de prix adaptée;

- La coordination nationale des mesures de réponse à la volatilité des prix et le renforcement du dialogue politique avec les acteurs clés ;
- L'établissement de mécanismes de gestion des risques : constitution de stocks stratégiques d'urgence, contrats à terme, mise en place d'un fonds spécifique d'intervention...

### ***3- Le renforcement de l'efficacité des politiques de protection sociale, ciblées sur les populations pauvres et vulnérables, notamment les femmes et les enfants sur la base de:***

- L'évaluation de l'impact / l'efficacité des mesures de protection sociale;
- L'analyse des critères de ciblage les plus appropriés ;
- La mise en place des systèmes de surveillance de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité ;
- La définition de politiques coordonnées de protection sociale durables ;
- La prise en compte de l'emploi rural, notamment des jeunes et des femmes.

### ***4- Le renforcement de la coopération régionale dans des domaines clés :***

- Le suivi des prix agricoles sur les marchés internationaux ;
- La création d'une banque agricole commune ;
- La constitution d'un pôle industriel de production d'engrais ;
- La mise en œuvre des accords commerciaux existants et l'harmonisation des politiques commerciales;
- La négociation des contrats commerciaux bilatéraux UE-pays de la région ;
- L'élaboration d'une cartographie des complémentarités agricoles en termes d'offres et de demandes de produits agricoles ;
- Le développement des opportunités de complémentarités en matière d'échanges de produits agricoles ;
- Le transfert de technologies ;
- La mutualisation des efforts de la recherche ;
- Le renforcement des investissements et de la coopération interentreprises.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

OCDE-FAO. Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO (2010-2019). 2010

OCDE-FAO. Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO (2011-2020). 2011

Banque Mondiale. Rapport « Food Price Watch » Avril 2011.

Banque Mondiale. Rapport sur le développement dans le monde (RDM 2008). « L'agriculture au service du développement ». 2008.

BM-FAO-FIDA. Renforcer la sécurité alimentaire dans les pays arabes\_ janvier 2009

Rapport de Deauville sur la redevabilité. Engagements du G8 pour la santé et la sécurité alimentaire : bilan et résultats. Mai 2011.

Bilan Commun de pays (CCA- UNDAF)- 2011- Mauritanie- Maroc

Mauritanie. Système d'information des Marchés (SIM). Bulletin de Mai 2011

FAO- Climate change, water and food security- Juin 2011.

FAO. La situation des marchés des produits agricoles. Flambée des prix et crise alimentaire : expériences et enseignements. 2009.

FAO. Perspectives de récolte et situation alimentaire. Juin 2011.

FAO- Rapport -Agriculture mondiale : horizon 2015-2030

OCDE. Club du sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Volatilité des prix agricoles et alimentaires. Vues et perspectives africaines. Juin 2011.

CIHEAM. AFD. Perspectives des politiques agricoles en Afrique du Nord. 2009.

CMAF. Analyse des politiques publiques dans le secteur de l'agriculture. Rapport final. Octobre 2010.